

Chambre des Représentants

SESSION 1978-1979

11 NOVEMBRE 1978

PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECLARATION de révision de la Constitution

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE (1)
PAR M. DE KEERSMAEKER

SOMMAIRE

	Pages
I. — Introduction	2
II. — Discussion générale	2
III. — Discussion des dispositions soumises à révision	9
A. — Dispositions dont la révision était déjà envisagée dans les projets de déclaration de 1965 et 1968 (Première série)	9
B. — Dispositions relatives à la réforme institutionnelle (deuxième série)	12

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Martens.

A. — Membres : MM. Beauthier, Blanckaert, De Keersmaecker, Desmarets, Henckens, Maystadt, Nothomb, Suykerbuyk, Uyttendaele, Verroken, Weckx. — MM. Anselme, Biefnot, Brouhon, André Cools, Galle, Hancké, Scokaert, Van Elewycq, Vanvelthoven. — MM. Damseaux, De Winter, Gol, Grootjans, Poma. — MM. Baert, De Beul, Schiltz. — M. Moreau, Mme Spaak.

B. — Suppléants : MM. Coens, Diegenant, Ducobu, Jérôme, Lenaerts, Lernoux, Monard, Otte, Mme Steyaert, MM. Van den Brande, Vankeirsbilck, Wauthy. — Mme Adriaenssens, MM. Baldewijns, Baudson, Degroeve, Glinne, Guillaume, Van Acker, Van der Biest, Van Lent. — MM. Bertouille, De Grève, Kempinaire, Mundelee, Louis Olivier. — Mme Maes, MM. Paul Peeters, Valkeniers. — MM. Clerfayt, Gendebien.

Voir :

519 (1978-1979) :

- N° 1 : Projets transmis par le Sénat.
- Nos 2 et 3 : Propositions de déclaration de révision de la Constitution et amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1978-1979

11 NOVEMBER 1978

ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN VERKLARING tot herziening van de Grondwet

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE KEERSMAEKER

INHOUD

	Blz.
I. — Inleiding	2
II. — Algemene bespreking	2
III. — Bespreking van de aan herziening te onderwerpen bepalingen	9
A. — Bepalingen waarvan de herziening reeds was overwogen in de ontwerpen van verklaring van 1965 en 1968 (Eerste reeks)	9
B. — Bepalingen betreffende de institutionele hervorming (Tweede reeks)	12

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Martens.

A. — Leden : de heren Beauthier, Blanckaert, De Keersmaecker, Desmarets, Henckens, Maystadt, Nothomb, Suykerbuyk, Uyttendaele, Verroken, Weckx. — de heren Anselme, Biefnot, Brouhon, André Cools, Galle, Hancké, Scokaert, Van Elewycq, Vanvelthoven. — de heren Damseaux, De Winter, Gol, Poma. — de heren Baert, De Beul, Schiltz. — de heer Moreau, Mevr. Spaak.

B. — Plaatsvervangers : de heren Coens, Diegenant, Ducobu, Jérôme, Lenaerts, Lernoux, Monard, Otte, Mevr. Steyaert, de heren Van den Brande, Vankeirsbilck, Wauthy. — Mevr. Adriaenssens, de heren Baldewijns, Baudson, Degroeve, Glinne, Guillaume, Van Acker, Van der Biest, Van Lent. — de heren Bertouille, De Grève, Kempinaire, Mundelee, Louis Olivier. — Mevr. Maes, de heren Paul Peeters, Valkeniers. — de heren Clerfayt, Gendebien.

Zie :

519 (1978-1979) :

- N° 1 : Ontwerpen overgezonden door de Senaat.
- Nrs 2 en 3 : Voorstellen van verklaring tot herziening van de Grondwet en amendementen.

	Pages		Blz.
C. — Nouvelles dispositions (troisième série)	18	C. — Nieuwe bepalingen (Derde reeks)	18
D. — Dispositions examinées par la Commission comportant celles dont l'adaptation est rendue nécessaire par la modification d'autres dispositions (quatrième série)	18	D. — Door de Commissie onderzochte bepalingen met inbegrip van die waarvan de aanpassing als gevolg van de wijziging van andere bepalingen noodzakelijk is (Vierde reeks)	18
E. — Projets de déclaration qui tendent à soumettre à révision d'autres dispositions de la Constitution qui ont été adoptés par le Sénat sur la proposition de certains de ses membres (cinquième série)	19	E. — Ontwerpen van verklaring die ertoe strekken andere bepalingen van de Grondwet aan herziening te onderwerpen en die door de Senaat op voorstel van sommige van zijn leden werden aangenomen (Vijfde reeks) ...	19
F. — Propositions de déclaration qui ont été déposées par des membres de la Chambre en vue de soumettre à révision d'autres dispositions de la Constitution et qui n'ont pas été adoptées	19	F. — Door leden van de Kamer ingediende voorstellen van verklaring die ertoe strekken andere bepalingen van de Grondwet aan herziening te onderwerpen en die niet werden aangenomen	19
G. — Propositions de déclaration de révision de la Constitution qui ont été déposées par des membres de la Chambre et qui ont été adoptées par la Commission	29	G. — Door leden van de Kamer ingediende voorstellen van verklaring tot herziening van de Grondwet, die door de Commissie werden aangenomen	29
* * *		* * *	
PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECLARATION DE REVISION DE LA CONSTITUTION ADOPTES PAR LA COMMISSION		ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN VERKLARING TOT HERZIENING VAN DE GRONDWET AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE	
I. — Projets de déclaration de révision de la Constitution adoptés par la Commission	31	I. — Ontwerpen van verklaring tot herziening van de Grondwet aangenomen door de Commissie	31
II. — Propositions de déclaration de révision de la Constitution adoptées par la Commission	35	II. — Voorstellen van verklaring tot herziening van de Grondwet aangenomen door de Commissie	35
* * *		* * *	
Annexe — Résolution du 2 novembre 1978 du Conseil de la Communauté culturelle allemande portant sur les articles constitutionnels à réviser	36	Bijlage — Resolutie van 2 november 1978 van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap betreffende de aan herziening te onderwerpen artikelen van de Grondwet	36

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — INTRODUCTION

Le Gouvernement a déposé au Sénat, le 28 octobre 1978, des projets de déclaration de révision de la Constitution. Le Sénat a examiné conjointement avec ces projets diverses propositions de déclaration émanant de Sénateurs.

Les projets et propositions de déclaration qui figurent au document n° 519/1 de la Chambre ont été adoptés par le Sénat les 8 et 9 novembre 1978, après avoir fait l'objet d'un examen approfondi en Commission spéciale du Sénat (voir le rapport du Sénateur Pierson, Doc. Sénat, n° 476/2).

Les 9 et 10 novembre 1978, la Commission spéciale de la Chambre a discuté les projets transmis. En outre, la commission a examiné un certain nombre de propositions nouvelles déposées par des membres de la Chambre, et en a adopté deux.

II. — DISCUSSION GENERALE

Il est donné connaissance de résolutions émanant du Conseil de la Communauté culturelle allemande, ainsi que du Conseil de la Jeunesse d'expression française de Belgique et du Conseil central des communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique. Le texte de la première résolution est annexé au présent rapport. Des

DAMES EN HEREN,

I. — INLEIDING

Op 28 oktober 1978 heeft de Regering bij de Senaat ontwerpen van verklaring tot herziening van artikelen van de Grondwet ingediend. Samen met die ontwerpen heeft de Senaat verscheidene voorstellen van verklaring uitgaande van Senatoren behandeld.

De ontwerpen en voorstellen van verklaring die voorkomen in Stuk n° 519/1 van de Kamer werden op 8 en 9 november 1978 door de Senaat aangenomen, na grondige bespreking in de bijzondere Senaatscommissie (zie verslag van Senator Pierson, Stuk n° 476/2 van de Senaat).

De bijzondere Kamercommissie besprak de overgezonden ontwerpen op 9 en 10 november 1978. Overigens behandelde de commissie een aantal door Kamerleden ingediende nieuwe voorstellen, waarvan zij er twee aannam.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Er wordt kennis gegeven van resoluties van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap alsmede van de « Conseil de la Jeunesse d'expression française de Belgique » en van de Centrale Raad der niet confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België. De tekst van eerstbedoelde resolutie gaat als bijlage bij het onderhavige verslag. Leden

membres de la commission et le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) font remarquer qu'il a été répondu favorablement soit par le Sénat, soit par le Gouvernement, à la plupart des revendications formulées.

* * *

Se référant à une intervention d'un de ses collègues lors de la discussion de la dernière déclaration gouvernementale, le 26 octobre 1978, un membre se déclare d'accord pour un travail rapide mais met en garde contre la précipitation. Il faut éviter les erreurs de la discussion du projet de loi n° 461/1, ayant entraîné la démission du Gouvernement précédent et ne pas s'en tenir à un schéma de travail trop rigide.

Il s'étonne aussi que la discussion du projet soit entamée à la Chambre alors que le Sénat ne l'a pas encore adopté et regrette encore que le Gouvernement impose le 17 décembre comme date des élections alors que le Parlement est seul maître de ses travaux.

Le Premier Ministre déclare que l'argument concernant la précipitation n'est pas pertinent. Le Sénat a préparé le travail de manière remarquable et les membres de cette assemblée, qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité, ont reconnu le caractère complet et détaillé du rapport de M. Pierson, qui permet à chacun d'avoir une vue exacte du problème. La Chambre des Représentants peut faire preuve d'autant de célérité que le Sénat. En raison des jours fériés de la semaine écoulée, les travaux du Sénat, qui devaient durer une semaine en commission, se sont terminés en deux jours et demi, tandis que la discussion en séance publique s'est achevée en un jour et demi. Malgré le délai restreint dans lequel la discussion a eu lieu, personne n'a cependant été empêché de s'exprimer et le travail des juristes, accompli dans un climat remarquable, peut servir de guide aux travaux de la Chambre. Il est vrai qu'il est possible d'approfondir sans cesse cette matière propice à de multiples échanges de vues, mais le Premier Ministre déclare que la situation tant politique qu'économique du pays exige que la période de transition soit aussi brève que possible.

Il est du devoir de chaque parlementaire, qu'il soit membre de la majorité ou de l'opposition, de rendre possibles les élections le 17 décembre 1978, afin d'éviter la prolongation de la campagne électorale d'un mois dans la situation difficile qui existe actuellement.

Un membre fait valoir qu'il ne faut pas arguer de la situation socio-économique et de l'insécurité politique que connaît le pays pour précipiter les travaux; ce raisonnement pourrait en effet justifier l'adoption du projet en une heure afin de pouvoir aller aux élections. Sans demander l'extension des débats, il insiste sur la nécessité de réaliser un travail sérieux.

Un membre rappelle que, depuis la démission du Gouvernement précédent, son groupe a marqué sa préférence pour une déclaration de révision entraînant une dissolution plutôt que pour une dissolution immédiate.

Il s'étonne cependant du caractère très large de cette déclaration allant bien au-delà de l'objet du projet de loi portant diverses réformes institutionnelles qui pose des problèmes de constitutionnalité et entraîne des dissensions dans la majorité. Celle-ci ayant retrouvé momentanément une fragile unité, tout droit d'amendement est apparemment exclu par l'impossibilité de renvoyer le projet au Sénat.

van de commissie en de Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) merken op dat de Senaat of de Regering er een gunstig gevolg hebben aan gegeven.

* * *

Een lid verwijst naar de rede van een van zijn collega's bij de bespreking van de jongste regeringsverklaring op 26 oktober 1978; hij is het eens om spoed te zetten achter de werkzaamheden, maar waarschuwt tegen overhaasting. De vergissingen die werden begaan bij de bespreking van wetsontwerp n° 461/1, dat tot het ontslag van de vorige Regering heeft geleid, moeten worden vermeden en men mag zich niet houden aan een in de tijd al te strak werkschema.

Het verwondert hem tevens dat de bespreking van het ontwerp wordt aangevat in de Kamer, hoewel het ontwerp nog niet is aangenomen door de Senaat. Hij betreurt voorts dat de Regering 17 december als datum voor de verkiezingen heeft opgelegd, hoewel het Parlement soeverein zijn werkzaamheden regelt.

De Eerste Minister verklaart dat het argument van de overhaasting hier niet op zijn plaats is. De Senaat heeft het werk voortreffelijk voorbereid en de leden van die vergadering, zowel die van de oppositie als van de meerderheid, hebben bevestigd dat het verslag van de heer Pierson volledig en gedetailleerd is, zodat ieder zich ter zake een juist oordeel kan vormen. De Kamer van Volksvertegenwoordigers kan even snel werden als de Senaat. Wegens de feestdagen van de afgelopen week werden de commissiewerkzaamheden in de Senaat i.p.v. in één week tijd in twee en een halve dag afgehandeld, terwijl de openbare vergadering anderhalve dag in beslag nam. Ofschoon er maar weinig tijd was voor de bespreking van het ontwerp, kon iedereen zijn mening uiten en het door de juristen in een uitstekende sfeer geleverde werk kan als leidraad dienen voor de werkzaamheden in de Kamer. Weliswaar zou men dit voor veelvuldige gedachtenwisselingen vatbare onderwerp eindeloos kunnen uitdiepen, maar de Eerste Minister stelt dat de politieke en economische toestand van het land vereist dat deze overgangperiode zo kort mogelijk wordt gehouden.

Ieder parlamentslid, ongeacht of hij tot de meerderheid dan wel tot de oppositie behoort, moet het zijne bijdragen om de verkiezingen op 17 december 1978 mogelijk te maken en aldus de verlenging van de verkiezingscampagne met een maand in de huidige moeilijke omstandigheden te voorkomen.

Een lid brengt daar tegen in dat men de sociaal-economische toestand en de politieke onzekerheid in het land niet mag invoeren om de werkzaamheden overhaast te laten verlopen, want dan zou men het ontwerp evengoed in één uur tijd kunnen doen goedkeuren. Hij vraagt niet dat de debatten worden verruimd, maar dringt aan op ernstig werk.

Een lid herinnert eraan dat zijn fractie sedert het ontslag van de vorige Regering haar voorkeur heeft laten blijken voor een verklaring tot herziening, automatisch gevolgd door een ontbinding, in plaats van een onmiddellijke ontbinding.

Het verwondert hem evenwel dat de verklaring zo ruim is opgesteld en veel verder gaat dan wat beoogd was in het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, dat grondwettelijke problemen deed rijzen en onenigheid veroorzaakte in de meerderheid. Deze laatste heeft haar wankel eenheid tijdelijk teruggewonnen, zodat amendementen blijkbaar uitgesloten is, aangezien het ontwerp niet meer kan teruggezonden worden naar de Senaat.

Il semble que tout bicaméralisme ait disparu : les débats du Sénat étant les seuls possibles, ceux de la Chambre sont réduits à une répétition et ne peuvent même pas apporter des améliorations d'ordre technique.

En vue de permettre à la Constituante d'introduire des dispositions indispensables et en tenant compte du fait que l'opposition n'est aucunement responsable des dissensions intervenues dans la majorité, il ne peut être demandé à l'opposition de s'abstenir de faire des suggestions légitimes.

Le Premier Ministre rappelle que le présent texte est un projet de déclaration et non un projet de loi. Ce n'est dès lors pas une question qui voit s'affronter la majorité et l'opposition.

Il est clair que le Gouvernement a tenu compte de l'équilibre existant dans le pacte communautaire tout en proposant un cadre plus large ouvert à toutes les possibilités; des amendements de tous les partis ont ainsi été adoptés au Sénat à une large majorité et le Gouvernement n'a été intransigeant que sur quelques points politiques importants.

Bien que se posant en tant que défenseur du droit d'amendement, un membre se réfère à l'article 131 de la Constitution dont il ressort que la déclaration de révision est une tâche du pouvoir législatif pour laquelle le Roi, le Sénat et la Chambre interviennent de manière autonome mais que la révision se limite aux articles sur lesquels il y a accord entre les trois branches.

Le membre déclare qu'il est évident que la Chambre tout comme le Sénat a droit à un débat normal mais estime qu'il ne faut pas perdre de temps à des redites inutiles. Le problème essentiel concerne les articles dont la révision proposée par le Sénat est jugée superfétatoire par la Chambre et les articles dont la révision est jugée nécessaire d'après la Chambre alors que le Sénat ne les a pas repris dans les déclarations de révision.

Chacun des articles étant autonome, il est aisé de trouver un accord sur les articles pour lesquels les Chambres estiment qu'une révision est indispensable; la discussion pourrait dès lors se concentrer sur les articles à ajouter ou à supprimer, ce qui entraînerait un gain de temps appréciable qui évitera l'incertitude politique.

Un membre estime qu'il s'agit là d'une excellente proposition et estime en outre qu'il faut suivre le rapport du Sénat (Doc. Sénat n° 476/2, 1978-1979) afin d'exclure des répétitions.

Le président se rallie à ce plan de travail et propose de surcroît, de reprendre l'ordre des discussions du Sénat et de laisser les propositions de nouvelles déclarations des membres pour la fin des travaux.

Les déclarations étant indépendantes l'une de l'autre, il pourra être procédé à leur examen au fur et à mesure de leur vote en séance publique du Sénat.

Un membre rétorque que cette manière de procéder est peu logique lorsqu'il s'agit de dispositions traitant du même objet, par exemple l'article 1 et l'article 107. Il lui est répondu que ces articles figurent dans la seconde série.

Le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) déclare qu'il faut en effet renoncer à l'ordre conforme à la succession des articles de la Constitution, comme le projet de déclaration initial le prévoyait, et examiner d'abord les dispositions dont la révision était déjà envisagée dans les projets de déclaration de 1965 et 1968, ensuite les dispositions

Van het tweekamerstelsel is klaarblijkelijk geen sprake meer : alleen in de Senaat worden deugdelijke debatten gehouden. De bespreking in de Kamer is nog slechts een herhaling en kan zelfs niet meer tot technische verbeteringen leiden.

Aangezien de oppositie in geen deele verantwoordelijk is voor de onenigheid in de meerderheid, kan men aan die oppositie niet vragen zich ervan te onthouden rechtmatige suggesties te doen ten einde de Constituante in staat te stellen de onontbeerlijke bepalingen in te voeren.

De Eerste Minister herinnert eraan dat de onderhavige tekst een ontwerp van verklaring tot herziening is en niet een wetsontwerp. Het is hier dientengevolge ook geen zaak van meerderheid tegen minderheid.

Het spreekt vanzelf dat de Regering rekening heeft gehouden met het in het gemeenschapspact bereikte evenwicht, doch zij heeft het kader verruimd tot alle mogelijkheden; zo werden amendementen uitgaande van alle partijen in de Senaat met een grote meerderheid aangenomen en de Regering was slechts onwrikbaar in verband met enkele politiek belangrijke punten.

Een lid verklaart zich voorstander van het amenderingsrecht, doch verwijst niettemin naar artikel 131 van de Grondwet, waaruit blijkt dat de verklaring tot herziening een opdracht van de wetgevende macht is, waarbij de Koning, de Kamer en de Senaat zelfstandig optreden, maar dat de herziening beperkt blijft tot die artikelen waarvoor overeenstemming bestaat tussen de drie takken.

Het lid verklaart dat het vanzelf spreekt dat de Kamer, net als de Senaat, recht heeft op een normale bespreking, maar hij is van oordeel dat het niet opgaat tijd te verliezen met overbodige herhalingen. Het wezenlijke probleem betreft de artikelen waarvan de Senaat de herziening voorstelt en die door de Kamer overbodig geacht wordt bepaalde artikelen welke de Senaat in zijn verklaringen tot herziening niet heeft opgenomen, maar die de Kamer voor herziening vatbaar acht.

Daar elk van de artikelen op zich zelf staat, kan gemakkelijk een overeenkomst worden bereikt voor die artikelen waarvoor de Kamers van oordeel zijn dat een herziening noodzakelijk is; de bespreking zou zich derhalve kunnen toespitsen op de artikelen welke moeten worden bijgevoegd of weggelaten, hetgeen een aanzienlijke tijdsbesparing zou betekenen, waardoor politieke onzekerheid wordt vermeden.

Een lid is van oordeel dat zulks een uitstekend voorstel is en meent daarenboven dat het verslag van de Senaat (Stuk Senaat n° 476/2, 1978-1979) moet worden gevolgd wil men niet in herhaling vervallen.

De voorzitter is het eens met die werkmethode en stelt daarenboven voor de volgorde van de besprekingen in de Senaat te volgen en de door de leden voorgestelde nieuwe verklaringen aan het einde van het debat te behandelen.

Daar de verklaringen los van elkaar staan, zullen zij, naargelang ze in de openbare vergadering van de Senaat goedgekeurd worden, kunnen worden besproken.

Een lid werpt op dat die werkmethode weinig logisch is wanneer het gaat om bepalingen die hetzelfde voorwerp hebben, b.v. artikel 1 en artikel 107. Hem wordt geantwoord dat die artikelen in de tweede reeks voorkomen.

De Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) verklaart dat het inderdaad beter is af te zien van de volgorde van de artikelen zoals die in de Grondwet voorkomen, zoals dat in het oorspronkelijke ontwerp van verklaring was voorgesteld en dat het verkieslijk is eerst die bepalingen te bespreken waarvan de herziening reeds was overwogen in

relatives à la réforme institutionnelle, par après une troisième série de dispositions nouvelles et une quatrième série de dispositions, rendue nécessaire par la modification d'autres dispositions, et enfin les propositions émanant des membres de la Chambre.

Un membre est d'avis que bien qu'une solution politique doive être trouvée pour l'avenir du pays, la mise en place de structures complexes, comme l'envisageait le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles, a rendu l'objectif difficile à atteindre; de plus, l'article 145 du projet se heurtait à de graves objections. Il estime également que si la nécessité d'une dissolution peut être regrettable, elle offre néanmoins l'avantage d'organiser la consultation des électeurs, ce qui représente une solution plus démocratique.

Si les trois révisions dont la Constitution a fait l'objet jusqu'à présent, c'est-à-dire celle de 1892-1893, celle de 1919-1921 et celle de 1967-1971 ont fait apparaître des opinions divergentes quant à l'obligation pour le préconstituant d'indiquer les buts de la déclaration de révision, il est cependant admis depuis la dernière révision que ces buts ne lient pas le Constituant. Ceci n'empêche pas le Gouvernement actuel d'affirmer dans sa déclaration du 25 octobre 1978 que « ... celle-ci devra s'effectuer dans le respect de l'équilibre et de l'esprit de l'accord communautaire qui a servi de base au programme du Gouvernement précédent ».

Des dissensions sont pourtant apparues parmi les signataires du pacte communautaire et celles-ci ne sont pas uniquement fondées sur des préoccupations constitutionnelles. La presse relate les discordes internes des partis et le pacte ne semble plus suivi sur des points aussi importants que le régime de Bruxelles-Capitale et celui des communes périphériques.

Actuellement, les accords se font à l'intérieur de chaque communauté et après les élections il faudrait préconiser un dialogue de communauté à communauté plutôt qu'entre partis.

La situation du pays étant difficile, le membre conclut qu'il faut mettre l'accent sur la nécessité de prendre des mesures en matière économique et sociale et sans devoir modifier les structures de l'Etat en un an ainsi que le Gouvernement précédent en avait l'intention. Il faut consacrer le temps indispensable à cette réforme fondamentale. Cela doit se faire indépendamment de la formation du Gouvernement.

Un membre estime que le court délai qui est laissé à la Chambre pour examiner le projet réduit l'intervention du pouvoir législatif à celle du Roi et du Sénat. Il fait ensuite une série de remarques quant à la teneur des déclarations.

Le système actuel permet toujours à un Gouvernement en difficulté de dissoudre le Parlement, ce qui rend illusoire le rôle de ce dernier et empêche tout dialogue d'égal à égal.

La modification de l'article 71 qui est proposée, permet de faire du Parlement une assemblée de législature. Cela éliminerait une bonne partie des impondérables et transformerait le Parlement en une représentation plus authentique de la Nation, cette représentation étant également mieux en mesure de résister aux menaces du pouvoir exécutif. Le rôle des parlementaires s'en trouverait accru.

de ontwerpen van verklaring van 1965 en 1968, vervolgens de bepalingen betreffende de institutionele hervorming, een derde reeks nieuwe bepalingen en een vierde reeks bepalingen, wat nodig is geworden ingevolge de wijzigingen van andere bepalingen, en tenslotte de voorstellen ingediend door de Kamerleden.

Een lid is van oordeel dat, ofschoon een politieke oplossing dient te worden gevonden voor de toekomst van het land, het opzetten van ingewikkelde structuren zoals die door het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen in uitzicht werden gesteld, het bereiken van het gestelde oogmerk bemoeilijkt; daarenboven heeft artikel 145 van het genoemde ontwerp ernstige bezwaren doen rijzen en al kan men de noodzakelijkheid van een kamerontbinding betreuren, toch biedt ze het voordeel dat de kiezers worden geraadpleegd, hetgeen een democratische oplossing betekent.

Alhoewel uit de drie herzieningen die de Grondwet tot nog toe onderging, met name die van 1892-1893, die van 1919-1921 en die van 1967-1971, uiteenlopende standpunten zijn gebleken inzake de verplichting voor de preconstituante om de doelstellingen van de verklaring tot herziening aan te duiden, wordt sinds de jongste herziening toch algemeen aangenomen dat die doeleinden geen bindende kracht hebben voor de Grondwetgever. Zulks belet de huidige Regering echter niet in haar verklaring van 25 oktober 1978 te bevestigen dat « ... (de staatshervorming) zou moeten geschieden met inachtneming van het evenwicht en van de geest van het gemeenschapsakkoord dat ten grondslag lag aan het programma van de vorige Regering ».

De verdeeldheid, zoals die aan het licht kwam tussen de ondertekenaars van het gemeenschapsakkoord, werd niet alleen ingegeven door louter grondwettelijke bezwaren. In de pers wordt gewag gemaakt van tweespalt in de partijen en het blijkt dat het pact zelfs niet meer gevolgd wordt op bepaalde belangrijke punten, t.a.v. de regeling voor Brussel-Hoofdstad en die voor de randgemeenten.

De akkoorden worden thans gesloten binnen elke gemeenschap en na de verkiezingen zou een dialoog moeten worden gevoerd van gemeenschap tot gemeenschap i.p.v. tussen de partijen onderling.

Het land bevindt zich in een benarde situatie en tot besluit zegt het lid dat de klemtoon moet worden gelegd op de noodzaak om maatregelen op economisch en sociaal vlak te treffen zonder dat men de staatsstructuren in één jaar tijds hoeft te wijzigen, zoals dat in de bedoeling van de vorige Regering lag. Veeleer moet men de nodige tijd uittrekken om een zo grondige hervorming tot stand te brengen. Dit moet gebeuren los van de vorming van de Regering.

Een lid meent dat de korte tijd die aan de Kamer is gegund om het ontwerp te bespreken, het optreden van de wetgevende macht in feite beperkt tot het optreden van de Koning en de Senaat. Vervolgens maakt hij een aantal opmerkingen in verband met de inhoud van de verklaringen.

Met het huidige systeem kan een Regering die in moeilijkheden verkeert, het Parlement steeds ontbinden. Dat maakt een gesprek op voet van gelijkheid onmogelijk en het Parlement krijgt nog slechts een denkbeeldige rol te vervullen.

Het ontgaat niemand dat ingevolge de eventuele wijziging van artikel 71, de mogelijkheid geboden wordt om van het Parlement een legislatuur-parlement te maken. Dat zou vele imponderabilia uit de weg ruimen en het Parlement maken tot een meer waarachtige vertegenwoordiging van de Natie die ook beter bestand is tegen de bedreigingen van de uitvoerende macht. De Parlementsleden zou-

L'indépendance de ces derniers sera également renforcée par la révision de l'article 36 qui permet d'aborder la question du cumul des mandats.

Depuis 1830, quatre révisions de la Constitution sont intervenues, dont les deux dernières modifient la structure politique du pays. L'article 131, malgré la procédure trop rigide qu'il préconise, reste cependant inchangé. Les innovations proposées actuellement en matière de régions et de provinces ou introduites lors de la dernière révision en matière de communautés culturelles sont cependant à l'étude depuis 1953. Malgré d'importantes et sérieuses préparations, des incidents de parcours mettent cependant chaque fois un terme aux travaux d'une préconstituante. Tout dynamisme est ainsi exclu, du fait de l'intervention automatique de la dissolution et de la constitution d'une autre majorité. Alors que la nature même de ces changements exige le calme et la sérénité, une révision ne s'accomplit que dans un état de tension, soit dans un climat pré-révolutionnaire, soit lors d'une situation anormale, comme les deux dernières fois à la suite de la démission du Gouvernement.

Une procédure continue devrait être préférée; aussi propose-t-il :

1. qu'à l'avenir de nouvelles formules de remplacement soient adoptées avant la dissolution à la majorité simple ou spéciale;
2. que cette adoption provisoire n'ait pas pour effet de dissoudre les Chambres de sorte que l'on puisse réaliser une œuvre plus constructive dans une atmosphère plus sereine et soumettre des solutions plus claires aux électeurs;
3. que l'on puisse ensuite adopter ou non après les élections, si nécessaire à la majorité des 2/3 mais éventuellement à une autre majorité spéciale — par exemple 2/3 dans chaque communauté (et non majorité contre opposition) — les formules soumises aux électeurs.

En ce qui concerne les articles 2 et 3, il semble illogique que les limites de l'Etat puissent être changées en vertu d'une simple loi, alors que la modification des limites des régions linguistiques requiert la double majorité, ainsi qu'il est prévu à l'article 3bis.

En ce qui concerne l'article 48, sa révision est proposée afin d'assurer la représentation de la communauté de langue allemande; certains problèmes en matière électorale ne sont cependant pas résolus; après la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles, il faudra 20 000 voix pour élire un député à Bruxelles, mais 30 000 à Hal-Vilvorde. La prise en considération du nombre d'habitants et non du nombre d'électeurs doit être modifiée, à moins que l'on accorde le droit de vote aux étrangers. Le principe « un homme, une voix » n'est pas respecté dans le système actuel. Son non-respect dans la loi sur les élections européennes a été justifié par l'urgence et la nécessité d'éviter un vide juridique, mais en principe ne peut être enfreint ici.

Il est incompréhensible que l'article 126 relatif à la capitale ne soit pas déclaré sujet à révision. A défaut d'une fusion éventuelle, ne serait-il pas raisonnable de désigner la région entière de la capitale comme lieu d'établissement potentiel du Gouvernement, les dotations spéciales pour fonctions de capitale étant d'ailleurs attribuées aux 19 communes.

Quant à l'article 107^{quater}, il s'agit là assurément d'un sujet dont le poids politique pèse sans doute plus lourd. Toutefois, à la lecture du projet du Gouvernement, où il est question d'un nouvel article 3^{quater} relatif aux régions,

den een belangrijker taak te vervullen krijgen en zij zouden zich ook onafhankelijker kunnen opstellen ingevolge de herziening van artikel 36, die het mogelijk maakt de kwestie van de cumulatie van mandaten aan te pakken.

Sedert 1830 werd de Grondwet viermaal herzien; bij de laatste twee herzieningen werd het politiek bestel van het land gewijzigd. Artikel 131 voorziet in een te strakke procedure en toch blijft het ongewijzigd. De vernieuwingen die thans worden voorgesteld inzake gewesten en provincies en die welke inzake cultuurgemeenschappen bij de jongste herziening werden ingevoerd, worden nochtans al sedert 1953 bestudeerd. Ondanks belangrijk en ernstig voorbereidend werk worden de werkzaamheden echter telkens afgebroken door toevallige incidenten. Van enig dynamisme kan geen sprake zijn, aangezien er telkens een ontbinding komt en daarna een nieuwe meerderheid. Die wijzigingen vergen uiteraard een kalme en serene sfeer en toch verloopt de herziening telkens in een periode van spanning, hetzij omdat er een prerevolutionaire sfeer heerst, hetzij omdat de toestand abnormaal is, zoals de laatste twee malen ingevolge het ontslag van de Regering.

Het verdient aanbeveling dat de procedure ononderbroken zou kunnen verlopen. Daarom stelt hij voor :

1. dat in de toekomst nieuwe vervangende formuleringen vóór een ontbinding moeten worden opgesteld, b.v. met een gewone of bijzondere meerderheid;
2. dat het voorlopig goedkeuren ervan niet Kamer-ontbindend zou zijn, zodat men rustiger en constructiever zou kunnen te werk gaan en aldus klare formules aan de kiezers zouden kunnen worden voorgelegd;
3. dat men daarna, desnoods met een 2/3 meerderheid, maar eventueel met een andere bijzondere meerderheid — b.v. 2/3 in elke gemeenschap (niet meerderheid tegen oppositie) — de aan de kiezers voorgelegde formules, na de verkiezingen al dan niet zou kunnen aanvaarden.

Met betrekking tot de artikelen 2 en 3 komt het als een onvolkomenheid over dat men b.v. de grenzen van het Rijk verder zou kunnen wijzigen bij een gewone wet, terwijl voor het wijzigen van de grenzen van de taalgebieden volgens artikel 3bis een dubbele meerderheid vereist is.

De herziening van artikel 49 wordt voorgesteld om de vertegenwoordiging van de Duitstalige gemeenschap te beveiligen; doch andere kiesproblemen blijven onopgelost. Zo zullen er, na de splitsing van het kiesarrondissement Brussel b.v. 20 000 stemmen nodig zijn om een volksvertegenwoordiger te Brussel te verkiezen, maar 30 000 in Halle-Vilvoorde. Er moet rekening worden gehouden met het aantal kiezers en niet met het aantal inwoners, tenzij kiesrecht wordt verleend aan de vreemdelingen. Het beginsel « één man — één stem » wordt door het huidige stelsel niet geëerbiedigd. Dat dit beginsel in de wet op de Europese verkiezingen niet inacht werd genomen, werd toen verantwoord door de dringende noodzaak om een juridisch vacuüm te voorkomen, maar in dit geval mag dit beginsel niet met de voeten worden getreden.

Voorts is het onbegrijpelijk dat artikel 126 betreffende de hoofdstad niet voor herziening vatbaar wordt verklaard. Indien het niet tot een fusie komt, ware het dan niet redelijk het hele hoofdstedelijke gewest aan te wijzen als de plaats waar de Regering gevestigd kan worden? De speciale dotaties die worden toegekend wegens de door de hoofdstad vervulde functies, worden trouwens aan de 19 gemeenten verleend.

Een wellicht meer politiek geladen onderwerp is stellig artikel 107^{quater}. Maar als men in het Regeringsontwerp leest dat er sprake is van een nieuw artikel 3^{quater} betreffende de gewesten, een nieuw artikel 3^{quinquies} over de

d'un nouvel article 3^{quinties} sur la subdivision des régions et d'un nouvel article 26^{bis} relatif aux différentes normes (et non pas à plusieurs normes), il est permis de s'interroger sur le sens du maintien de l'article 107^{quater}.

Lorsqu'on constate également que l'on envisage d'inscrire au Titre III un nouveau chapitre III relatif aux conseils régionaux ainsi qu'un nouveau chapitre VI relatif aux exécutifs régionaux, tout en constatant qu'il y aura toujours un article 107, un nouvel article 107^{bis}, qu'il n'y aura pas d'article 107^{ter} mais bien un article 107^{quater}, la question se pose de savoir si nous ne risquons pas de tomber dans une confusion totale.

La disposition finale proposée qui permet aux Chambres constituantes de « numérotter » *post factum* les articles de la Constitution pourrait être de nature à engendrer la suppression tacite de l'article 107^{quater}? Cette formule ne serait-elle pas un peu trop hypocrite?

D'ailleurs, les mêmes observations qu'à l'article 107^{quater} peuvent être formulées pour l'article 59^{bis}.

En ce qui concerne ce dernier article, il se demande si le principe des majorités spéciales et de la procédure de sonnette d'alarme n'est pas contestable et si une immixtion d'une communauté dans la compétence d'une autre ne devient pas intolérable.

Il estime aussi que le refus de revoir le § 2 de l'article 59^{bis} afin d'éviter que l'extension des attributions des Conseils culturels à l'enseignement soit impossible, est abusif et qu'un accord idéologique devrait pouvoir se trouver au sein d'une communauté plutôt que d'entériner la tutelle d'une communauté à l'égard de l'autre.

La non-révision de l'article 132 signifie que l'enseignement universitaire relève et continue de relever de la compétence du Conseil culturel.

Il faudrait encore veiller à supprimer une série d'anachronismes, notamment le premier alinéa de l'article 6, qui exclut toute distinction d'ordres. Son maintien dans une Constitution profondément remaniée ne ferait que susciter à l'étranger l'impression qu'il existe encore dans notre pays des situations propres au XVIII^e siècle.

Cette terminologie n'a d'ailleurs aucune signification dans la mesure où elle a été empruntée à la loi fondamentale de 1815 des Pays-Bas en confondant la notion de « Staten Generaal » et la notion française d'« Etats généraux ».

Pourquoi le Gouvernement ne propose-t-il pas de libeller l'article 13 comme suit : « La mort civile ne peut être établie » et ceci pour la même raison que celle qui a été développée au sujet de l'article 6?

Un autre anachronisme choquant concerne les articles 60, 61 et 62 relatifs au Roi. Pourquoi maintenir les termes de l'article 60, tels que « descendance directe », « de mâle en mâle » et surtout des termes aussi agressifs et humiliants que « et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance »?

Ces termes ne sont-ils pas anachroniques, voire même inutilement offensants pour les femmes, d'autant qu'il existe des exemples de telles reines.

A l'article 61, les termes « A défaut de descendance masculine » datent également de l'époque d'une société exclusivement phallocrate totalement dépassée par les faits.

En ce qui concerne l'article 62, il est permis de se demander s'il est encore logique de prévoir que le Roi puisse être en même temps chef d'un autre Etat, avec ou sans l'assentiment des deux Chambres.

On peut également se demander à cet égard s'il n'est pas archaïque et infantile de maintenir l'article 75 relatif à l'octroi de titres de noblesse.

onderverdeling van de gewesten en een nieuw artikel 26^{bis} betreffende de verschillende (en niet verscheidene) normen, vraagt men zich toch af wat de zin is van het behoud van artikel 107^{quater}.

Wanneer men dan verder ziet dat men in Titel III nog een nieuw hoofdstuk III wil laten inschrijven betreffende de gewestraden en een nieuw hoofdstuk VI betreffende de gewestelijke executieven en, bij al wat voorgaat, noteert dat er nog altijd een artikel 107, een nieuw artikel 107^{bis}, géén artikel 107^{ter}, maar wel een artikel 107^{quater} zal zijn, dan rijst toch de vraag in welke verwarring wij zullen terecht komen.

De voorgestelde slotbepaling die de Grondwetgevende Kamers toelaat de artikelen van de Grondwet *post factum* te « vernummeren » zou tot een stilzwijgende opheffing van artikel 107^{quater} kunnen leiden. Maar zou dit niet ietwat al te hypocriet zijn als formule?

Bij artikel 59^{bis} kunnen trouwens dezelfde opmerkingen gemaakt worden als bij artikel 107^{quater}.

Met betrekking tot dit laatste artikel vraagt hij zich af of het principe van de speciale meerderheden en van de alarmbelprocedure niet betwistbaar is en of een inmenging van een gemeenschap in de bevoegdheden van een andere gemeenschap niet onduldbaar geworden is.

Hij meent dat ten onrechte geweigerd wordt artikel 59^{bis}, § 2, te herzien om een verruiming van de bevoegdheden van de Cultuurraden tot het onderwijs onmogelijk te maken. Naar zijn mening zou een ideologisch akkoord moeten tot stand komen in de gemeenschappen en zou er geen sprake mogen van zijn enig toezicht van een gemeenschap op de andere gemeenschap te bekrachtigen.

Dat artikel 132 niet vatbaar voor herziening wordt verklaard bewijst dat de Cultuuraad in beginsel bevoegd is en blijft voor het universitair onderwijs.

Voorts zou een aantal anachronismen moeten worden opgeruimd, b.v. het eerste lid van artikel 6, dat het onderscheid van standen uitsluit. Het behoud hiervan in een grondig herwerkte Grondwet zou in het buitenland alleen maar de indruk wekken dat in ons land nog XVIII^e-eeuwse toestanden heersen.

Die terminologie heeft trouwens geen zin meer voor zover ze ontleend werd aan de fundamentele wet der Nederlanden van 1815, waarbij het begrip « Staten-Generaal » en het Franse begrip « Etats généraux » met elkaar verward werden.

Waarom stelt de Regering niet voor artikel 13 te herschrijven als volgt : « De burgerlijke dood kan niet worden ingevoerd »? Dit op grond van dezelfde motivatie als voor artikel 6.

Een ander storend anachronisme betreft de artikelen 60, 61 en 62, die handelen over de Koning. Waarom in artikel 60 termen behouden zoals « nakomeningschap in de rechte lijn », « van man op man » en vooral de zo agressieve als vernederende termen « en met altijd durende uitsluiting van de vrouwen en van hun nakomeningschap »?

Klinkt dit echt niet uit de tijd, ja nutteloos kwetsend voor de vrouwen? Des te meer daar er voorbeelden van degelijke koninginnen zijn.

In artikel 61 stammen de termen « bij gebreke van mannelijke nakomeningschap » eveneens uit de tijd van een voorbijgestreefde exclusieve mannenmaatschappij.

En wat artikel 62 betreft, kan men zich afvragen of het nog zin heeft hier de mogelijkheid open te houden dat de Koning tegelijk hoofd zou kunnen zijn van een andere Staat, met of zonder instemming van beide Kamers.

In dat opzicht kan men zich eveneens afvragen of het niet ouderwets en naïef is artikel 75 betreffende het verlenen van adellijke titels te behouden.

En réponse à ces remarques, le Premier Ministre rappelle que, lors de la déclaration de révision de 1968, les Chambres étaient constituantes.

Il justifie la non-révision de l'article 59bis, § 2 par la nécessité d'éviter le risque d'une nouvelle guerre idéologique éventuelle.

D'autre part, les nouveaux chapitres qui seront consacrés à la régionalisation dans la nouvelle Constitution permettront la réalisation effective de cette réforme.

Il faut également souligner que la mise en concordance de l'article 107^{quater} avec d'autres articles traitant du problème des régions peut se faire en adoptant la forme souple proposée par le Sénat, qui permet aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, de mettre la terminologie des dispositions qui ne sont pas soumises à révision en concordance avec celle des nouvelles dispositions et de supprimer également les citations se référant aux compétences politiques des provinces.

Un autre membre déclare que la présente réunion de commission ne peut constituer la répétition générale de la séance publique. Il se refuse dès lors à répondre aux provocations de certains membres.

Il rappelle que son parti s'est efforcé de permettre la formation d'une constituante en 1977 mais que cela avait alors été jugé impossible en raison de la trop longue préparation qui était nécessaire.

Il se réjouit de la formation de la constituante.

Il aurait toutefois souhaité une déclaration plus ambitieuse, mais il fait observer que depuis la révision de la Constitution de 1970, la composition du Gouvernement est paritaire et que, dès lors, l'adoption ou le rejet à la majorité simple d'une déclaration de révision de la Constitution proposée par le Gouvernement, qui sont possibles en théorie, sont aujourd'hui devenus illusoire.

La déclaration ne sera approuvée en fait que par une majorité dans les deux groupes linguistiques.

Son parti n'est pas responsable de cette situation, et il doit se satisfaire de la solution plus restreinte qui est proposée, par crainte que la révision de la Constitution n'aboutisse pas.

Il estime en conclusion que la présente déclaration de révision de la Constitution permettra une réforme suffisante des institutions.

Un membre souligne l'importance croissante du rôle du pouvoir exécutif dans l'initiative d'une révision de la Constitution et regrette que ce rôle ne soit pas rempli de manière prépondérante par le Parlement.

En ce qui concerne la limitation du nombre d'articles à réviser, il faut également souligner que certaines discussions fondamentales, peuvent mettre en péril l'unité de la majorité. Il rappelle que si, d'une part, la déclaration ne lie pas le Constituant, et si d'autre part la majorité simple est suffisante pour adopter les différentes déclarations, il faut tenir compte de ce que l'adoption de la révision proprement dite requiert la majorité des 2/3.

Etant donné le peu de clarté de la motivation globale du projet de réforme des institutions et l'évidence du lien entre le pacte communautaire et la déclaration de révision, un membre demande si la déclaration se base ou non sur le pacte communautaire et quelle est la philosophie générale de la déclaration de révision.

Le Secrétaire d'Etat (N) renvoie à l'annexe du rapport du Sénateur Pierson (Doc. n° 476/2, annexe, 1978-1979) et rappelle qu'une motivation plus exhaustive de la déclaration

In zijn antwoord op die opmerkingen wijst de Eerste Minister erop dat de Kamers bij de verklaring tot herziening van 1968 grondwetgevend waren.

Hij verantwoordt het ongewijzigd blijven van artikel 59bis, § 2, met de noodzaak om het gevaar voor een mogelijke nieuwe ideologische strijd te voorkomen.

Voorts zullen de nieuwe hoofdstukken die in de nieuwe Grondwet van de gewestvorming zullen gewijd worden, het mogelijk maken deze hervorming op een volwaardige wijze te regelen.

In verband met artikel 107^{quater} zij ook gesteld dat het in overeenstemming brengen ervan met andere artikelen die over het vraagstuk van de gewesten handelen, kan gebeuren via de in de Senaat voorgestelde soepele vorm, die de grondwetgevende Kamers in staat stelt de nummering van de Grondwetsartikelen en de onderverdeling ervan in titels, hoofdstukken en afdelingen aan te passen en de terminologie van de niet voor herziening vatbare bepalingen te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen en eveneens om de vermeldingen die naar de politieke bevoegdheden van de provincies verwijzen, weg te laten.

Een volgend lid verklaart dat deze commissievergadering geen algemene herhaling van de openbare vergadering hoeft te zijn; hij wenst dan ook niet in te gaan op de uitdagende taal van sommige leden.

Hij wijst erop dat zijn partij zich heeft ingespannen om in 1977 een constituante mogelijk te maken, maar dat kon toen gezegd niet, omdat zulks te veel voorbereiding zou vragen.

Hij verheugt zich over de totstandkoming van de constituante.

Hij had evenwel de verklaring ruimer gewild, maar hij merkt op dat de Regering sedert de Grondwetsherziening van 1970 paritair samengesteld is en dat, wat theoretisch mogelijk is nl. dat een verklaring van Grondwetsherziening op voorstel van een Regering al dan niet goedgekeurd wordt door een gewone meerderheid, thans denkbeeldig geworden is.

In feite zal een verklaring slechts worden goedgekeurd door een meerderheid in beide taalgroepen.

Hiervoor is zijn partij niet verantwoordelijk en zij moet zich nu tevreden stellen met de voorgestelde beperktere regeling, omdat er anders wel eens geen Grondwetsherziening zou kunnen komen.

Tenslotte is hij van mening dat deze verklaring van Grondwetsherziening desondanks een voldoende ruime hervorming van de instellingen mogelijk maakt.

Een lid onderstreept het toenemende belang van de rol van de uitvoerende macht bij het initiatief tot herziening van de Grondwet en hij betreurt dat die rol niet overwegend door het Parlement wordt gespeeld.

Aangaande de beperking van het aantal te herziene artikelen moet ook worden opgemerkt dat bepaalde fundamentele discussies de eenheid in de meerderheid in gevaar kunnen brengen. Spreker wijst erop dat enerzijds de verklaring de Grondwetgever niet bindt en men anderzijds, hoewel een gewone meerderheid volstaat om verschillende verklaringen aan te nemen, toch rekening moet houden met de noodzaak van een tweederdemeerderheid om de herziening zelf aan te nemen.

Aangezien de algemene motivering van het ontwerp tot hervorming van de instellingen weinig duidelijk is en het verband tussen het gemeenschapspact en de verklaring tot herziening voor de hand ligt, vraagt een lid of de verklaring al dan niet stoelt op het gemeenschapspact en wat de algemene filosofie van de verklaring tot herziening is.

De Staatssecretaris verwijst naar de bijlage van het verslag van Senator Pierson (Stuk n° 476/2, Bijlage, 1978-1979) en hij stipt aan dat een uitvoeriger motivering van de herzie-

de révision donnerait l'impression de lier le Constituant, ce qui n'est pas le but du Gouvernement.

D'autre part, celui qui compare la Constitution existante, ses modifications précédentes et les modifications proposées trouvera une explication suffisante à ce sujet.

III. — DISCUSSION DES DISPOSITIONS SOUMISES A REVISION

A. — Dispositions dont la révision était déjà envisagée dans les projets de déclaration de 1965 et 1968 (première série)

Art. 7bis (nouveau)

Le projet de déclaration tendant à réviser le titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 7bis (nouveau), permettant d'assurer la protection de la vie privée, est adopté à l'unanimité.

Art. 22

Cet article concerne l'inviolabilité du secret des lettres.

Le projet de déclaration de révision de l'article 22 est adopté à l'unanimité.

Art. 24bis (nouveau)

Ce projet de déclaration tend à réviser le titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux.

M. Levaux a déposé un amendement proposant l'insertion d'un ou plusieurs articles 24bis, 24ter... relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) souligne que les droits culturels sont compris dans les droits sociaux.

Après cette déclaration, M. Levaux retire son amendement.

Un membre demande si le droit du citoyen à la protection contre les nuisances est un droit social.

Le Secrétaire d'Etat (N) se réfère à la discussion de la proposition de déclaration du sénateur Perin insérant un article 11bis (nouveau), telle qu'elle figure au rapport de la Commission spéciale du Sénat (cfr. Doc. Sénat n° 476/2, 1978-1979, pp. 63 et 64) : le législateur a déjà pris des mesures en matière d'urbanisme et de protection de la nature. Un texte constitutionnel risquerait de restreindre les possibilités de celui-ci dans ce domaine. M. Perin a finalement retiré son amendement.

Le projet de déclaration tendant à insérer un article 24bis (nouveau) est adopté à l'unanimité.

Art. 36

Cette disposition règle le problème des incompatibilités parlementaires.

Un membre désire connaître la raison pour laquelle cet article devrait être soumis à révision.

Un autre membre formule deux observations :

— l'article 36 n'énonce qu'un principe, car les véritables règles en matière d'incompatibilité se trouvent dans la loi du 6 août 1931; c'est dans ce sens que la Constitution doit être adoptée;

ningsverklaring de indruk zou wekken dat de Grondwetgever wordt gebonden, en dat is niet de bedoeling van de Regering.

Voorts zal degene die de bestaande Grondwet, de vroegere en de voorgestelde wijzigingen met elkaar vergelijkt, een voldoende uitleg ter zake vinden.

III. — BESPREKING VAN DE AAN HERZIENING TE ONDERWERPEN BEPALINGEN

A. — Bepalingen waarvan de herziening reeds was overwogen in de ontwerpen van verklaring van 1965 en 1968 (eerste reeks)

Art. 7bis (nieuw)

Het ontwerp van verklaring strekkende tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een nieuw artikel 7bis ten einde het privé-leven te kunnen beschermen, wordt eenparig aangenomen.

Art. 22

Dit artikel handelt over de onschendbaarheid van het briefgeheim.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 22 wordt eenparig aangenomen.

Art. 24bis (nieuw)

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis betreffende de economische en sociale rechten.

De heer Levaux heeft een amendement ingediend, waarin hij de invoeging voorstelt van een of meer artikelen 24bis, 24ter... betreffende de economische, sociale en culturele rechten.

De Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) onderstreept dat de culturele rechten in de sociale rechten zijn begrepen.

Hierop trekt de heer Levaux zijn amendement in.

Een lid vraagt of het recht van de burger op de bescherming tegen de milieuhinder een sociaal recht is.

De Staatssecretaris (N) verwijst naar de bespreking van het voorstel van verklaring van senator Perin tot invoeging van een artikel 11bis (nieuw), zoals die is weergegeven in het verslag van de Bijzondere Senaatscommissie (cf. Stuk Senaat n° 426/2, 1978-1979, blz. 63 en 64) : de wetgever heeft reeds maatregelen inzake stedenbouw en natuurbescherming genomen. Een Grondwetsbepaling zou de natuurbescherming van de wetgever ter zake kunnen beperken. De heer Perin heeft uiteindelijk zijn amendement ingetrokken.

Het ontwerp van verklaring tot invoeging van een artikel 24bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

Art. 36

Bedoelde bepaling regelt het vraagstuk van de parlementaire onverenigbaarheden.

Een lid wenst de reden te kennen waarom dit artikel zou moeten worden herzien.

Een ander lid maakt twee opmerkingen :

— artikel 36 bevat slechts een beginsel, want de echte regels inzake onverenigbaarheid bevinden zich in de wet van 6 augustus 1931; in deze zin moet de Grondwet worden aangepast;

— le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (Doc. n° 461/1, 1977-1978) contient une disposition, à savoir l'article 7, qui applique, *mutatis mutandis*, le principe de l'article 36 de la Constitution aux conseillers régionaux.

Le Secrétaire d'Etat (N) déclare que l'article 36 avait déjà été déclaré sujet à révision en 1965.

Un membre fait remarquer que la loi du 6 août 1931 n'est pas conforme à l'actuel article 36 de la Constitution.

Le projet de déclaration de révision de l'article 36 est adopté à l'unanimité.

Art. 39

Cette disposition concerne les modes de votation des Chambres.

Un membre marque son accord avec la révision proposée, mais préférerait remplacer les mots « à haute voix » par les mots « par vote électrique ou à haute voix » plutôt que par les seuls mots « par vote électrique ». Il faut en effet tenir compte de la possibilité d'un incident technique.

Le Secrétaire d'Etat (N) rappelle que, le 19 juin 1969, le Sénat avait prévu e.a. que, « sauf assentiment unanime constaté par le président, chacune des deux Chambres exprimerait sa volonté par un vote, conformément aux modalités prévues par son règlement ».

Le texte, approuvé ensuite par la Commission de la Chambre, ne put être soumis au débat public.

La Commission spéciale du Sénat, redoutant la technique des votes bloqués, a modifié cette proposition de révision reprise par le Gouvernement en limitant celle-ci ou remplacements des mots « à haute voix » (cfr. rapport du sénateur Pierson, Doc. Sénat n° 476/2, 1978-1979, p. 14).

Cette explication est approuvée par plusieurs membres.

Un membre déclare que remplacer ne signifie pas exclure.

Le projet de révision de l'article 39 est adopté à l'unanimité, mais uniquement en vue de remplacer les mots « à haute voix ».

Art. 47

Cette disposition fixe les conditions du droit de vote.

M. Grootjans a déposé un amendement (Doc. n° 519/3-II) proposant de limiter la révision de l'article 47 aux mots « âgés de 21 ans accomplis » ainsi qu'au dernier alinéa de cet article.

Ainsi, la Constituante devrait se borner à adapter l'âge de l'électorat aux circonstances nouvelles et tenir compte de l'attribution effective du droit de vote aux femmes; la disposition obligeant l'électeur à voter dans la commune où il est domicilié depuis six mois au moins serait maintenue et empêcherait l'instauration du droit d'inscription en faveur des habitants des communes dites d'Egmont.

Le Secrétaire d'Etat (N) répond en se référant à la discussion que la Commission spéciale du Sénat a consacrée à l'article 47 (cfr. Doc. Sénat n° 476/, 1978-1979, pp. 15 à 17).

L'amendement est rejeté par 17 voix contre 2.

Le projet de révision de l'article 47 de la Constitution, à l'exclusion du second alinéa, est adopté par 17 voix contre 2.

— het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen (Stuk n° 461/1, 1977-1978) bevat een bepaling, en met name artikel 7, die *mutatis mutandis* het principe van artikel 36 van de Grondwet op de gewestraden toepast.

De Staatssecretaris (N) verklaart dat artikel 36 reeds in 1965 voor herziening vatbaar werd verklaard.

Een lid merkt op dat de wet van 6 augustus 1931 niet strookt met het huidige artikel 36 van de Grondwet.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 36 wordt eenparig aangenomen.

Art. 39

Deze bepaling betreft de wijze van stemmen van de Kamers.

Een lid gaat akkoord met de voorgestelde herziening, maar hij zou het woord « mondeling » vervangen willen zien door de woorden « bij elektrische stemming of mondeling » in plaats van de woorden « bij elektrische stemming » alleen. Er dient immers rekening te worden gehouden met de mogelijkheid van een technisch defect.

De Staatssecretaris (N) wijst erop dat de Senaat op 19 juni 1969 onder meer het volgende bepaalde: « Behoudens eenparige instemming, geconstateerd door de voorzitter, geeft elke Kamer haar wil te kennen bij stemming, overeenkomstig de door haar reglement bepaalde modaliteiten ».

De tekst werd vervolgens goedgekeurd door de Commissie van de Kamer, maar kon niet aan de openbare vergadering worden voorgelegd.

De bijzondere Senaatscommissie vreesde de techniek van de geblokkeerde stemmen en wijzigde die bepaling tot herziening, die door de Regering was overgenomen, door deze te beperken tot de vervanging van het woord « mondeling » (cfr. Stuk Verslag van senator Pierson, Stuk Senaat n° 476/2, 1978-1979, blz. 14).

De uitleg draagt de goedkeuring weg van verschillende leden.

Een lid stelt dat vervangen niet betekent uitsluiten.

Het ontwerp tot herziening van artikel 39, doch alleen om het woord « mondeling » te vervangen, wordt eenparig aangenomen.

Art. 47

Deze bepaling legt de voorwaarden van het stemrecht vast.

De heer Grootjans heeft een amendement (Stuk n° 519/3-II) ingediend waarin hij voorstelt de herziening van artikel 47 te beperken tot de woorden « die volle 21 jaar oud zijn » evenals tot het laatste lid van dit artikel.

De Constituante zou er zich moeten toe beperken de kiesgerechtigde leeftijd aan te passen aan de nieuwe omstandigheden en rekening moeten houden met de feitelijke toekenning van het stemrecht aan de vrouwen; de bepaling die aan de kiezer de verplichting oplegt te stemmen in de gemeente waar hij sinds ten minste zes maanden zijn woonplaats heeft, zou worden behouden en zou beletten dat een inschrijvingsrecht ingevoerd wordt ten voordele van de bewoners van de zogeheten « Egmontgemeenten ».

In zijn antwoord verwijst de Staatssecretaris (N) naar de bespreking die de bijzondere Senaatscommissie gewijd heeft aan artikel 47 (Stuk Senaat, n° 476/2, 1978-1979, blz. 15 tot 17).

Het amendement wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 47 van de Grondwet met uitsluiting van het tweede lid, wordt aangenomen met 17 tegen 2 stemmen.

Art. 68

Cette disposition concerne les relations internationales et le commandement des Forces armées.

Un membre souligne que la révision proposée ne vise qu'à adapter la Constitution à la situation actuelle.

Le Secrétaire d'Etat (N) justifie cette déclaration de révision comme suit :

1^o l'article 68 avait déjà été déclaré sujet à révision en 1965 et 1968, mais n'a pas encore été modifié;

2^o il peut y avoir lieu de prévoir une procédure simplifiée d'approbation des traités internationaux;

3^o les Conseils culturels ont obtenu l'assentiment aux accords culturels internationaux par la loi du 20 janvier 1978.

Il renvoie également au rapport du Sénateur Pierson (Doc. Sénat, n^o 476/2, 1978-1979, p. 17).

Un membre demande si l'intention du Gouvernement est d'associer les conseils de communautés et les conseils régionaux à la négociation des traités.

Le Secrétaire d'Etat (N) répond que la révision proposée vise l'article 68 dans son ensemble et laisse donc toutes les possibilités ouvertes à ce sujet.

Le projet de déclaration de révision de l'article 68 est adopté à l'unanimité.

Art. 84

Cet article interdit tout changement à la Constitution pendant une régence.

Le projet de déclaration de révision de l'article 84 est adopté à l'unanimité.

Art. 93

Cette disposition prévoit que les contestations qui ont pour objet des droits politiques, sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Le projet de déclaration de révision de l'article 93 est adopté à l'unanimité.

Art. 96

Cet article concerne la publicité des audiences des tribunaux.

Le projet de déclaration de révision de l'article 96 est adopté à l'unanimité.

Art. 98

Cette disposition prévoit que le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de la presse.

A ce sujet, un membre s'élève contre l'abus qui, en matière criminelle, consiste à poursuivre devant les tribunaux correctionnels après une modification de la qualification, un accusé acquitté par la cour d'assises.

Il est répondu à l'intervenant que ce problème peut être résolu par voie législative et la proposition de M. Defraigne (Doc. n^o 445/1, 1977-1978) est citée comme exemple.

Le projet de déclaration de révision de l'article 98 de la Constitution en vue d'y ajouter un alinéa étendant la garantie du jury aux autres moyens d'information, est adopté par 21 voix et 2 abstentions.

Art. 68

Dit artikel houdt verband met de internationale betrekkingen en het bevelhebberschap over het leger.

Een lid wijst erop dat de voorgestelde hervorming er slechts toe strekt de Grondwet aan te passen aan de thans bestaande toestand.

Deze verklaring tot herziening wordt door de Staatssecretaris (N) als volgt verantwoord :

1^o artikel 68 was reeds in 1965 en 1968 voor herziening vatbaar verklaard, maar werd nog niet gewijzigd;

2^o er kan reden toe zijn een vereenvoudigde procedure in te stellen voor de goedkeuring van de internationale verdragen;

3^o ingevolge de wet van 20 januari 1978 wordt de instemming met de internationale culturele verdragen betuigd door de Cultuurraden.

Hij verwijst ook naar het verslag van Senator Pierson (Stuk Senaat, n^o 476/2, 1978-1979, blz. 17).

Een lid vraagt of de Regering de bedoeling heeft om de gemeenschapsraden en de gewestraden bij de onderhandelingen over de verdragen te betrekken.

De Staatssecretaris (N) antwoordt dat de voorgestelde herziening op het hele artikel 68 slaat en dat men terzake dus alle mogelijkheden laat openstaan.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 68 wordt eenparig aangenomen.

Art. 84

Dit artikel verbiedt elke wijziging van de Grondwet tijdens een regentschap.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 84 wordt eenparig aangenomen.

Art. 93

Volgens deze bepaling behoren de geschillen der politieke rechten tot de bevoegdheid van de rechtbanken, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 93 wordt eenparig aangenomen.

Art. 96

Dit artikel heeft betrekking op de openbaarheid der terechtzittingen van de rechtbanken.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 96 wordt eenparig aangenomen.

Art. 98

Volgens deze bepaling wordt de jury ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven.

Een lid verzet zich daaromtrent tegen het misbruik dat er in criminele zaken in bestaat een door het assisenhof vrijgesproken beschuldigde na een wijziging van de kwalificatie te vervolgen voor de correctionele rechtbanken.

Geantwoord wordt dat dit probleem langs wetgevende weg kan worden opgelost en het voorstel van de heer Defraigne (Stuk n^o 445/1, 1977-1978) wordt als voorbeeld aangehaald.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 98 van de Grondwet om er een lid aan toe te voegen dat de waarborg van de jury uitbreidt tot de andere informatiemiddelen, wordt met 21 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

Art. 107bis (nouveau)

Ce projet de déclaration tend à réviser le chapitre III du titre III de la Constitution, en vue d'y ajouter un article 107bis relatif aux conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit des Communautés européennes.

Un membre souligne que pareille révision tend à confirmer la jurisprudence de la Cour de cassation en la matière et à adapter la Constitution à l'ordre juridique actuel.

Ce projet de déclaration est adopté à l'unanimité.

*Projet de déclaration
de révision du titre III de la Constitution
en vue d'y insérer un chapitre nouveau
relatif aux juridictions administratives
et au Conseil d'Etat.*

Ce projet de déclaration est adopté à l'unanimité.

Art. 115bis (nouveau)

Ce projet de déclaration tend à réviser le titre IV de la Constitution, en vue d'y insérer un article 115bis relatif aux programmes financiers s'étendant sur plusieurs années.

Un membre constate qu'ici également, la Constitution sera adaptée à la situation actuelle.

Ce point de vue est contesté par le Secrétaire d'Etat (N).

Un autre membre déclare qu'il s'agit là de l'adaptation nécessaire du texte de la Constitution à l'interprétation actuelle de celui-ci.

Le projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

**B. — Dispositions relatives à la réforme institutionnelle
(Deuxième série)**

*Projet de déclaration de révision du titre I^{er}
de la Constitution
en vue d'insérer un article 3quater
relatif aux régions telles que définies à l'article 107quater
et d'un article 3quinquies
relatif à la subdivision des régions*

Un membre rappelle les trois principes indispensables à une réforme de l'Etat :

- 1° simplification des structures institutionnelles;
- 2° intégrité des régions linguistiques;
- 3° égalité des deux communautés à Bruxelles.

Les réponses que le Gouvernement a données au sein de la Commission spéciale du Sénat (cfr. Doc. Sénat, n° 476/2, pp. 24 et 25) furent très laconiques à ce sujet.

Le Secrétaire d'Etat (N) souligne que la révision de la Constitution est nécessaire en premier lieu pour prévoir des structures qui confèrent une large autonomie aux communautés et aux régions et qui assurent leur collaboration réciproque. Il se réfère ici à l'exposé des motifs du projet de déclaration de révision de la Constitution (Doc. Sénat, n° 476/1, de 1978-1979, p. 1, alinéa 2) ainsi qu'au rapport du sénateur Pierson (Doc. Sénat, n° 476/2, 1978-1979, p. 24).

Dans le titre I^{er} de la Constitution il serait inséré un article 3quater relatif aux régions telles que définies à l'arti-

Art. 107bis (nieuw)

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van hoofdstuk III van titel III van de Grondwet om er een artikel 107bis aan toe te voegen betreffende de conflicten tussen de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en de bepalingen van internationaal recht of van recht van de Europese Gemeenschappen.

Een lid beklemtoont dat men met een dergelijke herziening de desbetreffende rechtspleging van het Hof van Cassatie wil bevestigen, resp. de Grondwet aan het huidige juridisch bestel wil aanpassen.

Dit ontwerp van verklaring wordt eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring
tot herziening van titel III van de Grondwet
om een nieuw hoofdstuk in te voegen
betreffende de administratieve rechtscolleges
en de Raad van State*

Dit ontwerp van verklaring wordt eenparig aangenomen.

Art. 115bis (nieuw)

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van titel IV van de Grondwet, om er een artikel 115bis in te voegen betreffende de financiële programma's welke over verschillende jaren zijn gespreid.

Een lid constateert dat ook hier de Grondwet aan de huidige situatie zal worden aangepast.

Dat standpunt wordt door de Staatssecretaris (N) betwist.

Een ander lid verklaart dat het hier gaat om de noodzakelijke aanpassing van de tekst van de Grondwet aan de actuele interpretatie ervan.

Dit ontwerp van verklaring wordt eenparig aangenomen.

**B. — Bepalingen betreffende de institutionele hervorming
(Tweede reeks)**

*Ontwerp van verklaring tot herziening van titel I
van de Grondwet om een artikel 3quater in te voegen
betreffende de gewesten
zoals deze bepaald zijn in artikel 107quater
evenals een artikel 3quinquies
betreffende de onderverdeling van de gewesten*

Een lid herinnert aan de drie beginselen die onontbeerlijk zijn voor een Staatshervorming :

- 1° vereenvoudiging van de structuur van onze instellingen;
- 2° integriteit van de taalgebieden;
- 3° gelijkheid van de twee gemeenschappen te Brussel.

De antwoorden die de Regering daaromtrent in de Bijzondere Senaatscommissie verstrekt heeft (cfr. Stuk Senaat, n° 476/2, blz. 24 en 25) waren erg kort.

De Staatssecretaris (N) beklemtoont dat de grondwetsherziening in de eerste plaats noodzakelijk is om structuren te voorzien die aan de gemeenschappen en de gewesten een verregaande autonomie verlenen en onderlinge samenwerking verzekeren. Hij verwijst hier naar de memorie van toelichting bij het ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet (Stuk Senaat, n° 476/1, 1978-1979, blz. 1, lid 2) alsmede naar het verslag van senator Pierson (Stuk n° 476/2, 1978-1979, blz. 24).

In Titel I van de Grondwet zouden een artikel 3quater betreffende de gewesten zoals die omschreven zijn in arti-

de 107^{quater} et un article 3^{quinqüies} relatif à la subdivision des régions.

Ce projet de déclaration de révision est adopté par 16 voix contre 3.

Article 1

Cet article concerne la division de la Belgique en provinces.

Selon un membre, il est inutile de modifier l'article 1 pour scinder la province de Brabant; il existe d'autres intentions. Quel serait le sort de la Cour d'appel de Bruxelles si la province précitée était divisée?

Le Secrétaire d'Etat (N) répond que la révision de l'article 1 ne concerne que la division du territoire.

Le projet de déclaration de révision de l'article 1 est adopté par 20 voix contre 4 et 1 abstention.

Art. 3^{ter}

Le projet de déclaration tend à réviser l'article 3^{ter} de la Constitution pour la suppression dans la première phrase de l'adjectif « culturelles ».

L'article 3^{ter} reconnaît trois communautés culturelles : française, néerlandaise et allemande.

Un membre souligne que la révision proposée se limite au remplacement des mots « communautés culturelles » par le mot « communautés » : si la Constituante procède à pareille révision, elle ne peut aller au-delà de cette limite.

Le Secrétaire d'Etat (N) marque son accord sur l'interprétation de l'intervenant : la Constituante ne peut agir que dans le cadre des possibilités ouvertes par la préconstituante.

Ce projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

Art. 26

Cet article prévoit que le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des Représentants et le Sénat.

Le projet de déclaration de révision de l'article 26 est adopté à l'unanimité.

Art. 26^{bis} (nouveau)

Ce projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article 26^{bis} relatif aux différentes normes, est adopté par 20 voix et 3 abstentions.

Art. 27

Selon cet article, l'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

Le projet de déclaration de révision de l'article 27 est adopté par 20 voix contre 3.

Art. 28

Cet article confère au seul pouvoir législatif l'interprétation des lois par voie d'autorité.

Le projet de déclaration de révision de l'article 28 est adopté par 20 voix contre 3.

kel 107^{quater}, alsmede een artikel 3^{quinqüies} betreffende de onderverdeling van de gewesten worden ingevoegd.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 16 tegen 3 stemmen.

Artikel 1

Dit artikel betreft de verdeling van België in provincies.

Volgens een lid is het overbodig artikel 1 te wijzigen om de provincie Brabant te splitsen. Er zijn andere bedoelingen. Wat zal er gebeuren met het Hof van beroep te Brussel ingeval deze provincie verdeeld wordt?

De Staatssecretaris (N) antwoordt dat de herziening van artikel 1 alleen slaat op de indeling van het grondgebied.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 1 wordt met 20 tegen 4 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Art. 3^{ter}

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van artikel 3^{ter} van de Grondwet om in de eerste volzin het woord « cultuurgemeenschappen » te vervangen door het woord « gemeenschappen ».

Artikel 3^{ter} erkent drie cultuurgemeenschappen : de Nederlandse, de Franse en de Duitse.

Een lid wijst erop dat de voorgestelde herziening beperkt blijft tot de vervanging van het woord « cultuurgemeenschappen » door het woord « gemeenschappen » : indien de Constituante die herziening tot stand brengt, moet zij binnen die perken blijven.

De Staatssecretaris (N) is het eens met de door het lid gegeven interpretatie : de Constituante mag slechts optreden binnen het kader van de door de preconstituante geboden mogelijkheden.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt eenparig aangenomen.

Art. 26

Dit artikel bepaalt dat de wetgevende macht gezamenlijk wordt uitgeoefend door de Koning, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 26 wordt eenparig aangenomen.

Art. 26^{bis} (nieuw)

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van titel III van de Grondwet door invoeging van een artikel 26^{bis} betreffende de verschillende normen. Het wordt aangenomen met 20 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 27

Volgens dit artikel behoort het recht van initiatief aan elk van de drie takken van de wetgevende macht.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 27 wordt aangenomen met 20 tegen 3 stemmen.

Art. 28

Dit artikel verleent alleen aan de wetgevende macht de bevoegdheid om een authentieke uitlegging van de wetten te geven.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 28 wordt aangenomen met 20 tegen 3 stemmen.

Art. 29

Cet article confère au Roi le pouvoir exécutif, tel qu'il est réglé par la Constitution.

Le projet de déclaration de révision de l'article 29 est adopté par 20 voix contre 3.

Projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences exclusives du pouvoir national

Ce projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

Art. 31

Cet article prévoit que les intérêts exclusivement communaux ou provinciaux sont réglés par les conseils communaux ou provinciaux, d'après les principes établis par la Constitution.

Le projet de déclaration de révision de l'article 31 est adopté à l'unanimité.

Art. 32

Suivant cet article, les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement la province ou la subdivision de province qui les a nommés.

Le projet de révision de l'article 32 est adopté par 19 voix contre 3.

Projet de déclaration de révision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion d'un article 41bis relatif à l'adoption des textes de loi après une seconde lecture

Ce projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

Art. 48, alinéa 1^{er}

Cette disposition prévoit que la constitution des collèges électoraux est, pour chaque province, réglée par la loi.

Le projet de déclaration de révision de l'article 48, premier alinéa, est adopté par 19 voix contre 2.

Art. 49

Cet article détermine la composition de la Chambre des Représentants. La révision de celui-ci est proposée afin d'assurer, à la Chambre, une représentation de la région de langue allemande qui soit compatible avec le principe de la représentation proportionnelle.

Le projet de déclaration de révision de l'article 49 est adopté par 20 voix et 2 abstentions.

Art. 50, 1^{er} et 3^o

Cet article établit les conditions d'éligibilité à la Chambre des Représentants.

Le projet de déclaration de révision de l'article 50, 1^{er} et 3^o, est adopté par 20 voix contre 2.

Art. 29

Dit artikel verleent aan de Koning de uitvoerende macht, zoals zij door de Grondwet is geregeld.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 29 wordt aangenomen met 20 tegen 3 stemmen.

Ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de exclusieve bevoegdheid van de nationale macht

Dit ontwerp van verklaring wordt eenparig aangenomen.

Art. 31

Dit artikel bepaalt dat de uitsluitend gemeentelijke of provinciale belangen door de gemeenteraden of de provincieraden worden geregeld volgens de bij de Grondwet vastgelegde beginselen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 31 wordt eenparig aangenomen.

Art. 32

Volgens dit artikel vertegenwoordigen de leden van beide Kamers de Natie, en niet enkel de provincie of de onderverdeling van een provincie die hen heeft benoemd.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 32 wordt aangenomen met 19 tegen 3 stemmen.

Ontwerp van verklaring tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 41bis betreffende het aannemen van wetteksten na een tweede lezing

Dit ontwerp van verklaring wordt eenparig aangenomen.

Art. 48, eerste lid

Dit lid bepaalt dat de samenstelling van de kiescolleges voor elke provincie door de wet wordt geregeld.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 48, eerste lid, wordt aangenomen met 19 tegen 2 stemmen.

Art. 49

Dit artikel bepaalt de samenstelling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. De herziening ervan wordt voorgesteld om in de Kamer aan het Duitse taalgebied een vertegenwoordiging te geven die verenigbaar is met het beginsel van de evenredige vertegenwoordiging.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 49 wordt aangenomen met 20 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 50, 1^o en 3^o

Dit artikel stelt de verkiesbaarheidsvereisten voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers vast.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 50, 1^o en 3^o, wordt aangenomen met 20 tegen 2 stemmen.

Art. 52

Cette disposition vise l'indemnité des membres de la Chambre des Représentants.

Un membre observe qu'ici également il s'agit d'adapter la Constitution à la situation actuelle.

Le projet de déclaration de révision de l'article 52 est adopté à l'unanimité.

*Projet de déclaration de révision de la section I,
du chapitre I, du titre III, de la Constitution,
en vue d'y ajouter une disposition
relative aux députés de droit*

M. Levaux présente un amendement (Doc. n° 519/3-1) supprimant cette proposition de révision : en effet, il faut profiter de la révision de la Constitution pour abolir une survivance du passé. De plus, les fils du Roi ou les princes héritiers qui siègeraient de droit à la Chambre pourraient en des matières délicates, être amenés à intervenir dans les votes, bien que ce droit n'ait jamais été exercé par la monarchie.

Cet amendement est rejeté par 21 voix contre 1.

Ce projet de déclaration est adopté par 21 voix contre 1.

Art. 53 à 59 de la Constitution

Ces articles constituent la section II du chapitre I^{er} du titre III, section intitulée « Du Sénat ».

Art. 53

Cette disposition fixe la composition du Sénat.

La révision permettra de modifier celle-ci et de garantir une représentation de la région de langue allemande au Sénat.

Le projet de déclaration de révision de l'article 53 est adopté à l'unanimité.

Art. 54, 55, 56, 56bis, 56ter, 56quater,
57, 58 et 59

Les projets de déclaration de révision de chacun de ces articles sont adoptés à l'unanimité.

*Projet de déclaration de révision de la Constitution
par l'insertion d'un ou de plusieurs articles
traitant des compétences
des conseils des communautés relatives aux matières
personnalisables et du champ d'application*

Ce projet de déclaration de révision est adopté par 20 voix et 2 abstentions.

Art. 59bis, §§ 1, 5 et 8

Cet article vise les Conseils culturels.

Le projet de déclaration de révision est adopté par 19 voix et 3 abstentions.

Art 59ter

Cette disposition concerne le Conseil de la communauté culturelle allemande.

Le projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

Art. 52

Deze bepaling heeft betrekking op de vergoeding van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Een lid wijst erop dat ook hier de bedoeling voorligt om de Grondwet aan te passen aan de huidige toestand.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 52 wordt eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring tot herziening van titel III,
eerste hoofdstuk, eerste afdeling, van de Grondwet,
om er een bepaling aan toe te voegen
betreffende de volksvertegenwoordigers van rechtswege*

De heer Levaux stelt een amendement (Stuk n° 519/3-1) voor dat de weglating van dit voorstel tot herziening beoogt : men moet immers de Grondwetsherziening te baat nemen om een overblijfsel uit het verleden af te schaffen. Bovendien, en hoewel de monarchie haar recht ter zake nooit heeft uitgeoefend, zouden de zonen van de Koning of de kroonprinsen aan de stemming over delicate aangelegenheden kunnen deelnemen.

Het amendement wordt met 21 tegen 1 stem verworpen.

Dit ontwerp van verklaring wordt met 21 tegen 1 stem aangenomen.

Artt. 53 tot en met 59 van de Grondwet

Die artikelen vormen de tweede afdeling van het eerste hoofdstuk van titel III, waarvan het opschrift luidt : « De Senaat ».

Art. 53

Hierbij wordt de samenstelling van de Senaat bepaald.

De herziening zal de mogelijkheid bieden om die samenstelling te wijzigen en om een vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in de Senaat te waarborgen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 53 wordt eenparig aangenomen.

Artt. 54, 55, 56, 56bis, 56ter, 56quater,
57, 58 en 59

De ontwerpen van verklaring tot herziening van elk van deze artikelen worden eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet
door invoeging van één of meer artikelen
handelende over de bevoegdheden van de gemeenschappen
inzake de persoonsgebonden aangelegenheden
en het toepassingsgebied*

Het bedoelde ontwerp van verklaring wordt aangenomen met 20 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 59bis, §§ 1, 5 en 8

Dit artikel heeft betrekking op de Cultuurraden.

Het ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 19 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 59ter

Deze bepaling betreft de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap.

Het ontwerp van verklaring tot herziening wordt eenparig aangenomen.

*Projet de déclaration de révision de la Constitution
en vue d'insérer des dispositions nouvelles
relatives aux conseils régionaux*

Ce projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

Art. 71

L'insertion de cette disposition permettrait l'instauration d'un gouvernement de législature.

Un membre estime cependant que la réforme visée dans cet article concerne le Parlement et non le Gouvernement.

Deux autres membres par contre appuient la proposition de réviser l'article. L'un d'entre eux se réfère d'ailleurs à la décision unanime de la Commission du Sénat de se rallier à la déclaration selon laquelle l'article 71 pourrait être le siège d'une disposition permettant des gouvernements de législature. Cette proposition de révision a été adoptée au Sénat à l'unanimité.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise que le fait de déclarer l'article 71 sujet à révision ouvre la possibilité de prévoir non seulement des gouvernements de législature mais aussi un Parlement de législature.

Le projet de déclaration de révision de l'article 71 est adopté à l'unanimité.

*Projet de déclaration de révision de la Constitution
en vue d'insérer des dispositions nouvelles concernant
les exécutifs communautaires et régionaux*

Ce projet de déclaration de révision ne fait l'objet d'aucune discussion et est adopté à l'unanimité.

Art. 99, alinéas 2 et 3

Cette disposition concerne la nomination des membres des cours et tribunaux.

Un membre suggère que l'on inclue l'alinéa 4 dans la déclaration de révision, car cet alinéa concerne le mode de présentation et pourrait dès lors devenir inutile au cas où le Constituant déciderait de modifier la formule de présentation ou d'exclure cette procédure.

Certains membres appuient cette thèse.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise que le Gouvernement avait proposé au Sénat de déclarer tout l'article 99 comme étant à réviser et que le Sénat s'y était opposé, dans le souci d'éviter la révision de l'alinéa 1^{er} de l'article.

Finalement, le Sénat s'est prononcé pour la seule révision des alinéas 2 et 3.

Il est d'ailleurs inutile d'ajouter l'alinéa 4 dans la déclaration de révision car, si le Constituant décide de ne plus prévoir deux instances pour présenter les listes, cet alinéa deviendra tout simplement sans portée pratique.

Le Ministre demande en conclusion à la Commission de se rallier à la position du Sénat.

Le membre précité fait remarquer qu'une insertion de l'alinéa 4 dans la déclaration de révision ne ralentirait pas la procédure, car il suffirait de renvoyer au Sénat cette seule déclaration, qui ferait l'objet d'une sixième série. Il se propose d'introduire une proposition en ce sens ultérieurement.

Le projet de déclaration de révision est adopté par 16 voix contre 1 et 2 abstentions.

*Ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet
om nieuwe bepalingen in te voegen
betreffende de gewestraden*

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt eenparig aangenomen.

Art. 71

De invoeging van deze bepaling zou het invoeren van een legislatuurregering mogelijk maken.

Een lid is echter van oordeel dat de in dit artikel bedoelde hervorming handelt over het Parlement en niet over de Regering.

Twee andere leden steunen het voorstel om het artikel te herzien. Een van beiden verwijst overigens naar de unanieme beslissing van de Senaatscommissie betreffende de verklaring luidens welke artikel 71 een bepaling zou kunnen inhouden die legislatuurregeringen mogelijk maakt. Dat voorstel tot herziening werd in de Senaat eenparig aangenomen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie preciseert dat het voor herziening vatbaar verklaren van artikel 71 de mogelijkheid opent om zowel in legislatuurregeringen als in een legislatuurparlement te voorzien.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 71 wordt eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet
om nieuwe bepalingen in te voegen
betreffende de gemeenschaps- en de gewestexecutieven*

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt zonder bespreking eenparig aangenomen.

Art. 99, leden 2 en 4

Die bepaling heeft betrekking op de benoeming van de leden van de hoven en rechtbanken.

Een lid stelt voor om het vierde lid in de verklaring tot herziening op te nemen, aangezien dat lid betrekking heeft op de voordracht en zou kunnen vervallen indien de Grondwetgever de voordrachtsprocedure mocht wijzigen of uitsluiten.

Sommige leden treden dit standpunt bij.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat de Regering aan de Senaat voorgesteld heeft om het hele artikel 99 voor herziening vatbaar te verklaren, doch dat de Senaat dat voorstel heeft afgewezen om de herziening van het eerste lid van het artikel te vermijden.

Uiteindelijk heeft de Senaat zich uitgesproken voor de herziening alleen van het tweede en het derde lid.

Het is immers nutteloos het vierde lid in de verklaring tot herziening op te nemen, aangezien dat lid gewoon geen betekenis meer zal hebben indien de Grondwetgever beslist dat de lijsten niet meer door twee instanties voorgedragen worden.

De Minister vraagt derhalve dat de Commissie het standpunt van de Senaat zou bijtreden.

Het lid dat eerder aan het woord was, wijst erop dat de opneming van het vierde lid in de verklaring tot herziening de procedure niet zou vertragen. Het zou immers volstaan die verklaring alleen als zesde reeks naar de Senaat terug te zenden. Hij neemt zich voor later een voorstel in die zin in te dienen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 16 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Art. 104 et 107

Les projets de déclaration de révision de chacun de ces articles sont adoptés à l'unanimité.

*Projet de déclaration de révision de la Constitution
par l'insertion de dispositions
prévoyant la création d'organes institutionnels
chargés du règlement des conflits de compétence
(entre Constitution, lois, décrets, ordonnances
et arrêtés d'exécution)*

et

*Projet de déclaration de révision de la Constitution
par l'insertion de dispositions
prévoyant la création d'organes institutionnels
chargés de la prévention des conflits de compétence
(entre Constitution, lois, décrets, ordonnances
et arrêtés d'exécution),
comme de la prévention et du règlement
des conflits d'intérêts*

Un membre fait une observation relative à la forme : cette déclaration ne présume-t-elle pas de la terminologie qui sera utilisée par le Constituant ?

Le président répond qu'il est permis au Constituant de modifier la terminologie.

Un autre membre demande s'il n'y a pas double emploi avec l'article 59bis, § 8.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise que ce paragraphe a également été déclaré par le Sénat sujet à révision.

Les deux projets de déclaration de révision sont adoptés à l'unanimité.

Art. 108 et 108bis

Les deux projets de déclaration de révision relatifs aux articles 108 et 108bis sont adoptés à l'unanimité, sans discussion.

Art. 108ter

Ce projet de déclaration de révision de l'article 108ter est adopté sans discussion par 20 voix et 3 abstentions.

Art. 110

Ce projet de déclaration de révision tend à reconnaître le pouvoir fiscal aux régions.

Un membre déplore qu'il soit seulement question ici d'impôts régionaux et non d'impôts communautaires.

Ce projet de déclaration de révision est adopté à l'unanimité.

*Projet de déclaration de révision de l'article 111
de la Constitution,
par l'insertion d'un alinéa supplémentaire
en vue de soumettre les impôts régionaux
au principe de l'annualité*

Art. 111

Ce projet de déclaration de révision est adopté par 23 voix et une abstention.

Artt. 104 en 107

De ontwerpen van verklaring tot herziening van elk van deze artikelen worden eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring
tot herziening van de Grondwet
door invoeging van bepalingen betreffende de instelling
van organen belast met de regeling
van de conflicten van bevoegdheid
(tussen de Grondwet, de wetten, de decreten,
de ordonnances en de uitvoeringsbesluiten)*

en

*Ontwerp van verklaring
tot herziening van de Grondwet
door invoeging van bepalingen betreffende de instelling
van organen belast met de voorkoming van de conflicten
van bevoegdheid (tussen de Grondwet, de wetten,
de decreten, de ordonnances en de uitvoeringsbesluiten)
evenals met de voorkoming en de oplossing
van belangenconflicten*

Een lid maakt een opmerking in verband met de vorm : loopt deze verklaring niet vooruit op de terminologie die door de Grondwetgever zal worden gebruikt ?

De voorzitter antwoordt dat het de Grondwetgever vrij staat de terminologie te wijzigen.

Een ander lid vraagt of er geen doublure is met artikel 59bis, § 8.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat die paragraaf eveneens door de Senaat voor herziening vatbaar verklaard werd.

Beide ontwerpen van verklaring tot herziening worden eenparig aangenomen.

Artt. 108 en 108bis

De beide ontwerpen van verklaring tot herziening betreffende de artikelen 108 en 108bis worden zonder bespreking eenparig aangenomen.

Art. 108ter

Dit ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 108ter wordt aangenomen met 20 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 110

Door dit ontwerp van verklaring tot herziening wil men de bevoegdheid van de gewesten om belastingen te heffen erkennen.

Een lid betreurt dat hier alleen sprake is van gewestelijke en niet van gemeenschapsbelastingen.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt eenparig aangenomen.

*Ontwerp van verklaring
tot herziening van artikel 111 van de Grondwet
om een nieuw lid in te voegen
ten einde het beginsel van de eenjarigheid
toepasselijk te verklaren op de gewestelijke belastingen*

Art. 111

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 23 stemmen en één onthouding.

Art. 113, 115 et 129

Les projets de déclaration de révision de chacun de ces trois articles sont adoptés à l'unanimité.

C. — Nouvelles dispositions (troisième série)

Art. 100

Ce projet de déclaration tend à réviser l'article 100 de la Constitution en vue d'ajouter une nouvelle phrase permettant de régler l'éméritat et la rémunération y afférente.

Un membre s'élève contre l'insertion, dans la déclaration de révision, de l'alinéa 1^{er} de cet article, qui prévoit que les juges sont nommés à vie. Cette disposition constitue en effet le principe de base qui assure l'indépendance du pouvoir judiciaire et la séparation des pouvoirs. S'il est d'accord pour que l'éméritat soit réglé, le membre n'estime pas pour autant qu'il faille modifier l'article 100.

Un autre membre objecte que, selon certains auteurs de droit constitutionnel, le règlement actuel de la pension des magistrats est inconstitutionnel.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise qu'il ne s'agit que d'ajouter une nouvelle phrase permettant de régler l'éméritat et la rémunération y afférente, et qu'il n'est pas question de porter atteinte à la séparation des pouvoirs ni au pouvoir judiciaire.

La Commission du Sénat a d'ailleurs insisté sur le fait que cette question devait être réglée par le Constituant, sans délégation au pouvoir législatif.

Ce projet de déclaration de révision est adopté par 25 voix contre 1.

Art. 116

Le projet de déclaration de révision de cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 140

Le projet de déclaration de révision de cet article est adopté par 23 voix et 2 abstentions.

D. — Dispositions examinées par la Commission comportant celles dont l'adaptation est rendue nécessaire par la modification d'autres dispositions (quatrième série)

Art. 122, 133 et 137

Les projets de déclaration de révision de chacun de ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Projet de déclaration de révision du titre VIII de la Constitution en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions et de supprimer également les citations se référant aux pouvoirs politiques des provinces

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice précise que l'ordre des textes doit néanmoins être maintenu et que

Artt. 113, 115 en 129

De ontwerpen van verklaring tot herziening van elk van de bedoelde drie artikelen worden eenparig aangenomen.

C. — Nieuwe bepalingen (derde reeks)

Art. 100

Dit ontwerp van verklaring strekt tot herziening van artikel 100 van de Grondwet om een nieuwe volzin toe te voegen, ten einde het emeritaat en de eraan verbonden bezoldiging te kunnen regelen.

Een lid kant zich tegen de invoeging — in de verklaring tot herziening — van het eerste lid van dat artikel, waarin is bepaald dat de rechters voor het leven worden benoemd. Die bepaling houdt immers het basisprincipe in dat de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en de scheiding van de machten waarborgt. Het lid is het eens om het emeritaat te laten regelen, maar meent niet dat artikel 100 daarom moet worden gewijzigd.

Een ander lid merkt op dat de huidige regeling van het pensioen der magistraten, volgens sommige auteurs van constitutioneel recht, ongrondwettelijk is.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat het alleen de bedoeling is een nieuwe zin toe te voegen om de mogelijkheid te bieden het emeritaat en de daaraan verbonden bezoldiging te regelen zonder dat er sprake van is de scheiding van de machten of de rechterlijke macht aan te tasten.

De Senaatscommissie legde trouwens de nadruk op het feit dat dit probleem moest worden geregeld door de Constituant, zonder dat die bevoegdheid mag worden gedelegeerd aan de wetgevende macht.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 25 tegen 1 stem.

Art. 116

Het ontwerp van verklaring tot herziening van dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 140

Het ontwerp van verklaring tot herziening van dit artikel wordt aangenomen met 23 stemmen en 2 onthoudingen.

D. — Door de Commissie onderzochte bepalingen met inbegrip van die waarvan de aanpassing als gevolg van de wijziging van andere bepalingen noodzakelijk is (vierde reeks)

Artt. 122, 133 en 137

De ontwerpen van verklaring tot herziening van elk van deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Ontwerp van verklaring tot herziening van titel VIII van de Grondwet om deze aan te vullen door invoeging van een slotbepaling die aan de grondwetgevende Kamers toestaat de nummering van de artikelen van de Grondwet evenals de onderverdeling in titels, hoofdstukken en afdelingen aan te passen, de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen en de verwijzingen naar de politieke bevoegdheden van de provincies te schrappen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie preciseert dat de volgorde van de teksten echter moet behou-

cette disposition a pour objet d'enteriner la procédure suivie lors de la dernière révision constitutionnelle, à savoir le fait que le Constituant a comblé un oubli du préconstituant.

Un membre demande s'il n'est pas utile de prévoir que la compétence donnée au Constituant doit l'être à titre transitoire.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice répond que le Gouvernement l'a prévu comme disposition finale.

Ces dispositions nouvelles seraient à insérer sous le sous-titre « Dispositions supplémentaires », vraisemblablement sous le n° 141.

Un membre estime qu'il eût été possible d'éviter l'insertion préalable d'une disposition finale et de reconnaître directement au Constituant le pouvoir d'adapter la numérotation, la subdivision et la terminologie. Il s'agit en effet de modifications qui ne touchent pas au fond.

Le projet de déclaration de révision est adopté par 24 voix et 1 abstention.

**E. — Projets de déclaration
qui tendent à soumettre à révision d'autres dispositions
de la Constitution et qui ont été adoptés par le Sénat
sur la proposition de certains de ses membres
(cinquième série)**

Art. 5

Le projet de déclaration de révision de cet article concerne la naturalisation.

Un membre souligne que le vote de cet article par la Commission du Sénat a révélé que les membres étaient divisés sur cet objet.

Le Ministre fait remarquer qu'il s'agissait du vote sur l'article 50 et non sur l'article 5, les votes ayant été scindés.

Le projet de déclaration de révision de cet article est adopté par 23 voix et une abstention.

Un membre regrette que la discussion de ce projet ne puisse être reprise après le vote.

Le Président fait remarquer que le membre était absent lors de la discussion de l'article 50.

Art. 86

Cet article doit être soumis à révision si l'on désire soumettre à révision l'article 5.

Le projet de déclaration de révision de cet article est adopté par 22 voix et 4 abstentions.

**F. — Propositions de déclaration
qui ont été déposées par les membres de la Chambre
en vue de soumettre à révision
d'autres dispositions de la Constitution
et qui n'ont pas été adoptées**

Art. 2

1) M. Verroken présente une proposition de déclaration (Doc. n° 519/2-I) tendant à réviser l'article 2.

L'auteur la retire.

2) M. Levaux présente une proposition de déclaration de révision des articles 2 et 3 de la Constitution en vue de supprimer les provinces (Doc. n° 519/3-I).

den blijven en dat die bepaling tot doel heeft de bij de jongste Grondwetsherziening gevolgde procedure te bekrachtigen; de Grondwetgever heeft toen namelijk een vergetelheid van de preconstituante goedgemaakt.

Een lid vraagt of het niet nuttig is te stellen dat de aan de Grondwetgever verleende bevoegdheid slechts tijdelijk is.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie antwoordt dat de Regering zulks in de slotbepaling heeft opgenomen.

De nieuwe bepalingen zouden moeten worden ingevoegd onder de ondertitel « Bijkomende bepalingen », waarschijnlijk onder nummer 141.

Een lid meent dat het mogelijk ware geweest de invoeging van de slotbepaling te vermijden en rechtstreeks aan de Grondwetgever de bevoegdheid te verlenen om de nummering, de indeling en de terminologie aan te passen. Het gaat inderdaad niet om wijzigingen ten gronde.

Het voormelde ontwerp van verklaring tot herziening wordt aangenomen met 24 stemmen en 1 onthouding.

**E. — Ontwerpen van verklaring
die ertoe strekken andere bepalingen van de Grondwet
aan herziening te onderwerpen en die door de Senaat
op voorstel van sommige van zijn leden
werden aangenomen (vijfde reeks)**

Art. 5

Het ontwerp van verklaring tot herziening van dit artikel houdt verband met de naturalisatie.

Een lid onderstreept dat de stemming over dit artikel in de Senaatscommissie heeft aangetoond dat de leden terzake erg verdeeld waren.

De Minister merkt op dat het ging om de stemming over artikel 50 en niet over artikel 5, aangezien het om een gesplitste stemming ging.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van bedoeld artikel wordt aangenomen met 23 stemmen en 1 onthouding.

Een lid betreurt dat de bespreking over dat ontwerp na de stemming niet kan worden hervat.

De voorzitter merkt op dat bedoeld lid afwezig was op het ogenblik van de bespreking van artikel 50.

Art. 86

Dit artikel moet aan herziening worden onderworpen indien men artikel 5 aan herziening wil onderwerpen.

Het ontwerp van verklaring tot herziening van dit artikel wordt aangenomen met 22 stemmen en 4 onthoudingen.

**F. — Door leden van de Kamer ingediende voorstellen
van verklaring
die ertoe strekken andere bepalingen van de Grondwet
aan herziening te onderwerpen
en die niet werden aangenomen**

Art. 2

1) De heer Verroken heeft een voorstel van verklaring tot herziening van artikel 2 ingediend (Stuk n° 519/2-I).

De auteur trekt het in.

2) De heer Levaux heeft een voorstel van verklaring ingediend tot herziening van de artikelen 2 en 3 van de Grondwet om de provincies af te schaffen (Stuk n° 519/3-I).

L'auteur estime qu'il n'y a pas lieu de maintenir la province en tant qu'organe administratif, une fois que tout pouvoir politique aura été retiré à la province.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice déclare qu'il ne faut pas perdre de vue qu'il existe une distinction essentielle entre la province en tant qu'organe administratif et la province en tant que personne de droit public.

Un membre fait observer incidemment que la subdivision des articles actuels pourra être modifiée. Un autre membre rappelle qu'au cours de la discussion de la disposition finale, il a été admis que la nouvelle numérotation ne permet pas de procéder à une nouvelle subdivision.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice confirme que le Constituant pourra procéder à une éventuelle numérotation nouvelle des articles existants et nouveaux de la Constitution, mais que cela n'implique pas que la subdivision pourra être modifiée.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 23 voix contre 1 et 1 abstention.

Art. 3

M. Verroken présente une proposition de déclaration de révision de l'article 3 (Doc. n° 519/2-I).

L'auteur la retire.

Art. 4

M. Levaux présente une proposition de déclaration tendant à réviser cet article (Doc. n° 519/3-I).

L'auteur estime que la condition de nationalité mise à l'exercice de certains droits politiques devrait être supprimée.

Chacun admet qu'une révision de la Constitution est nécessaire à cette fin. C'est notamment le cas en vue d'accorder aux étrangers le droit de vote aux élections communales.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice déclare que le Sénat a estimé qu'il n'était pas opportun de réviser l'article 4. La modification des liens juridiques entre les personnes physiques et l'Etat devrait pour le moins être réglée à l'échelon européen.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 24 voix contre 2 et 3 abstentions.

Art. 6

a) M. Levaux présente une proposition de déclaration de révision de cet article (Doc. n° 519/3-I), en vue d'assurer l'égalité de l'homme et de la femme. Il estime que l'égalité juridique entre l'homme et la femme devrait être prévue de manière plus explicite et qu'il faudrait imposer à tous les pouvoirs publics l'interdiction formelle d'établir encore une distinction quelconque.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice estime que cette proposition est totalement superflue. Les articles 6 et 6bis de la Constitution actuelle présentent toutes les garanties sur ce point.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 25 voix et 2 abstentions.

b) M. Verroken présente une proposition de déclaration de révision de l'article 6, premier alinéa, de la Constitution (Doc. n° 519/2-I).

Il estime que le libellé actuel est « archaïque ».

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 20 voix contre 6.

De auteur is van mening dat er geen reden is om de provincie als administratief orgaan te bewaren, eens dat alle politieke macht aan de provincie zal zijn ontnomen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat niet uit het oog mag worden verloren dat er een wezenlijk onderscheid bestaat tussen de provincie als administratieve eenheid en de provincie als publiekrechtelijk persoon.

Terloops wordt door een lid opgemerkt dat de indeling van de thans bestaande artikelen gewijzigd zal kunnen worden. Een ander lid wijst erop dat tijdens de discussie over de slotbepaling aangenomen werd dat de vernummering geen wederindeling mogelijk maakt.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie bevestigt dat de Grondwetgever « tot eventuele vernummeringen van de bestaande en de nieuwe artikelen van de Grondwet zal kunnen overgaan, hetgeen echter niet impliceert dat indelingen zullen kunnen worden gewijzigd ».

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 23 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 3

De heer Verroken heeft een voorstel van verklaring tot herziening van artikel 3 ingediend (Stuk n° 519/2-I).

De auteur trekt het in.

Art. 4

De heer Levaux heeft een voorstel van verklaring tot herziening van dit artikel ingediend (Stuk n° 519/3-I).

De auteur meent dat de nationaliteitsvereiste voor de uitoefening van bepaalde politieke rechten zou dienen te worden afgeschaft.

Iedereen is het ermee eens dat daartoe een grondwetswijziging nodig is. Zulks is o.m. het geval om aan vreemdelingen het stemrecht te verlenen voor de gemeenteraadsverkiezingen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat de Senaat geoordeeld heeft dat het niet opportuun zou zijn artikel 4 te herzien. Een wijziging in de rechtsband die de natuurlijke personen aan de Staat verbindt zou minstens in Europees verband moeten worden geregeld.

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 24 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 6

a) De heer Levaux dient een voorstel van verklaring in tot herziening van dit artikel (Stuk n° 519/3-I), ten einde de gelijkheid van man en vrouw te waarborgen. Z.i. zou de rechtsgelijkheid tussen man en vrouw explicieter dienen te worden vermeld en aan alle overheidsinstanties formeel verbod moeten worden opgelegd nog enig onderscheid te maken.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie acht dit voorstel totaal overbodig. De artikelen 6 en 6bis van de bestaande Grondwet bieden terzake reeds alle garanties.

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 25 stemmen en 2 onthoudingen.

b) De heer Verroken dient een voorstel van verklaring tot herziening van artikel 6, eerste lid, van de Grondwet in (Stuk n° 519/2-I).

Hij vindt de bestaande formulering « ouderwets ».

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 20 tegen 6 stemmen.

*Proposition de déclaration de révision du titre II
de la Constitution
par l'insertion d'un article 6quater
relatif à la protection du consommateur
proposée par MM. Gol et Bertouille
(Doc. n° 519/2-II)*

Cette proposition n'est pas défendue par ses auteurs. Elle est rejetée par 20 voix contre 1 et 4 abstentions.

*Proposition de déclaration de révision du titre II
de la Constitution
par l'insertion d'un article 7ter,
déposée par M. Verroken
(Doc. n° 519/2-I)*

M. Verroken présente une proposition tendant à insérer un nouvel article 7ter en vue de la protection contre les nuisances (Doc. n° 519/2-I).

La protection contre les nuisances est l'un des droits sociaux qui ne figurent pas encore dans la Constitution belge. L'auteur entend combler cette lacune. Il estime qu'une telle disposition répondrait à une exigence légitime du citoyen. Il estime cependant que ce problème peut être résolu dans le cadre du nouvel article 24 bis.

L'auteur retire sa proposition.

Art. 13

M. Verroken présente une proposition de déclaration de révision de cet article (Doc. n° 519/2-I) en vue d'en modifier simplement le libellé, sans toutefois vouloir introduire la mort civile, peine inconnue dans notre pays, en vertu de laquelle le condamné n'est même plus considéré comme une personne juridique.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice demande à la Commission de laisser cet article inchangé, étant donné que de toute façon la mort civile reste abolie.

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 21 voix contre 1 et 2 abstentions.

Art. 18

M. Levaux présente une proposition de déclaration de révision qui a pour objet de mieux garantir le droit à une information pluraliste (Doc. n° 519/3-I).

L'information écrite et l'expression de toutes les opinions ainsi que la vraie liberté de presse ne sont pas encore garanties complètement. Pour les moins favorisés, la « liberté de presse » est pour ainsi dire un droit inexistant.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice déclare que la notion de « pluralisme », avec tout ce qu'elle comporte en ce qui concerne le respect des divergences d'opinion et d'orientation, s'applique à beaucoup de matières. Les libertés personnelles prévues par la Constitution garantissent cependant ce pluralisme d'une manière suffisante. Quant au droit à l'information, il fait partie des « droits économiques et sociaux ».

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 22 voix contre 1 et 1 abstention.

*Proposition de déclaration de révision du titre II
de la Constitution par l'insertion d'un article 21bis
établissant le principe et les modalités d'organisation
de la consultation d'initiative populaire
présentée par M. Levaux (Doc. n° 519/3-I)*

M. Levaux défend sa proposition et cite quelques exemples de pétitions qui ont réuni, en Wallonie, un grand nombre de signatures.

*Voorstel van verklaring tot herziening van titel II
van de Grondwet
door invoeging van een artikel 6quater
betreffende de bescherming van de verbruiker,
ingediend door de heren Gol en Bertouille
(Stuk n° 519/2-II)*

Dit voorstel wordt door de auteurs niet verdedigd. Het wordt verworpen met 20 stemmen tegen 1 en 4 onthoudingen.

*Voorstel van verklaring tot herziening van titel II
van de Grondwet
door invoeging van een artikel 7ter
ingediend door de heer Verroken
(Stuk n° 519/2-I)*

De heer Verroken heeft een voorstel ingediend tot invoeging van een nieuw artikel 7ter met het oog op de bescherming van de burger tegen milieuhinder (Stuk n° 519/2-I).

De bescherming van de burger tegen milieuhinder is een van de in de Belgische Grondwet nog niet opgenomen sociale rechten. Hij wil deze leemte vullen. Daardoor zou zijn inziens tegemoet worden gekomen aan de rechtmatige eis van de staatsburger. Hij meent nochtans dat dit probleem kan worden opgelost in het kader van het nieuwe artikel 24bis.

De auteur trekt zijn voorstel in.

Art. 13

Bij dit artikel werd door de heer Verroken een voorstel van verklaring tot herziening (Stuk n° 519/2-I) ingediend, dat er enkel toe strekt de formulering van het artikel te wijzigen, echter zonder invoering van de in ons land onbekende burgerlijke dood, die een straf is waarbij de veroordeelde niet eens meer als een rechtspersoon wordt beschouwd.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzoekt de Commissie het artikel ongewijzigd te laten, daar de burgerlijke dood hoe dan ook afgeschaft blijft.

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 21 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Art. 18

De heer Levaux heeft een voorstel van verklaring tot herziening ingediend dat een betere waarborg nastreeft van het recht op pluralistische informatie (Stuk n° 519/3-I).

De geschreven informatie en de vertolking van alle opinies, alsmede de echte persvrijheid zijn thans nog niet volledig gewaarborgd. Voor de minstbegoeden blijft de « persvrijheid » om zo te zeggen een onbestaand recht.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat het begrip « pluralisme » met al wat dit omvat inzake inachtneming van verschillen i.v.m. opinies en oriënteringen op vele gebieden toepasselijk is. De persoonlijke vrijheden zoals de Grondwet die kent, staan evenwel voldoende in voor het waarborgen van dit pluralisme. Het recht op informatie maakt deel uit van de categorie « economische en sociale rechten ».

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 22 tegen 1 stem en 1 onthouding.

*Voorstel van verklaring tot herziening van titel II
van de Grondwet door invoeging van een artikel 21bis,
dat het beginsel en de organisatie van
een volksraadpleging vastlegt,
ingediend door de heer Levaux (Stuk n° 519/3-I)*

De heer Levaux verdedigt zijn voorstel en haalt enkele voorbeelden aan van petitiees waarop in het Waalse lands-gedeelte heel wat handtekeningen werden verzameld.

Dans de nombreux cas il semble indiqué d'associer directement les citoyens au règlement d'un problème et de leur donner au moins la possibilité d'introduire des pétitions collectives.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice déclare que les principes fondamentaux de la démocratie directe et de la démocratie indirecte ainsi que toute modification de ceux-ci doivent d'abord faire l'objet d'un débat approfondi.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 23 voix contre 1 et 1 abstention.

Art. 25

La proposition de déclaration de révision de M. Levaux (Doc. n° 519/3-I) tend à préciser les pouvoirs émanant de la Nation, des Communautés et des Régions qui la composent.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice demande que le premier alinéa de l'article 25 actuel soit maintenu sans modification.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 23 voix contre 1.

Proposition de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article 26bis permettant l'organisation du référendum d'avis, présentée par MM. Mundeleer et Gol (Doc. n° 519/2-IV)

Un des auteurs estime que le motif pour lequel le Gouvernement a rejeté une proposition similaire au Sénat est inacceptable. On peut lire en effet dans le rapport du Sénat (Doc. Sénat, n° 476/2, p. 67) :

« Le Gouvernement demande le rejet de ces deux propositions qui entraîneraient le Parlement dans une discussion trop étendue ». Le même membre ne peut également admettre le point de vue du Gouvernement selon lequel « la situation politique commande qu'on se limite à l'objectif tel qu'il a été défini dans la déclaration du Gouvernement ».

Il considère qu'il s'agit là de considérations de pure opportunité chronologique. Il n'y a aucune objection juridique au référendum d'avis. L'orateur cite à ce propos certains passages empruntés à la doctrine.

On constate par ailleurs qu'il est recouru de plus en plus souvent à des sondages d'opinion. Le système actuel qui consiste à confier l'organisation de ces sondages au secteur privé doit d'ailleurs être maintenu, selon lui.

Un autre membre se dit favorable à ce qu'il appelle des « formules de participation ». Il déplore qu'elles soient rejetées par principe. Il souligne toutefois qu'il ne peut être abusé de ce procédé. Celui-ci ne pourrait notamment être utilisé afin de provoquer des remous ou la confusion sur le plan communautaire.

Un autre membre exprime des objections fondamentales à toute décision directe des citoyens au sujet d'un problème et davantage encore à l'adoption ou au rejet de règles de droit par cette procédure. L'histoire a d'ailleurs démontré surabondamment que la démocratie directe peut mener à un résultat inverse. C'est parfois par ce biais que les plus détestables dictateurs ont pris le pouvoir.

Un autre membre cite des exemples (Suisse, Autriche et Etats-Unis) dont il ressort que dans un domaine déterminé le référendum de décision donne (quant au fond) des résultats positifs.

In vele gevallen lijkt het aangewezen de burgers rechtstreeks te betrekken bij een probleem en minstens de mogelijkheid te geven collectieve petitie in te dienen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat de grondbeginselen inzake rechtstreekse en onrechtstreekse democratie evenals iedere wijziging terzake eerst grondig dienen te worden uitgepraat.

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 23 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Art. 25

Het voorstel van verklaring tot herziening van de heer Levaux (Stuk n° 519/3-I) heeft tot doel de machten te preciseren welke uitgaan van de Natie, van de Gemeenschappen en van de Gewesten waaruit zij is samengesteld.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie dringt erop aan dat het eerste lid van het bestaande artikel 25 ongewijzigd behouden blijft.

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 23 tegen 1 stem.

Voorstel van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet door invoering van een artikel 26bis ten einde de invoering van een adviserend referendum mogelijk te maken, ingediend door de heren Mundeleer en Gol (Stuk n° 519/2-IV)

Een van de auteurs vindt de reden voor de verwerping door de Regering van een gelijkaardig voorstel in de Senaat onaanvaardbaar. In het Senaatsverslag lezen wij immers het volgende (Stuk Senaat, n° 476/2, blz. 67) :

« De Regering vraagt de verwerping van die twee voorstellen die tot een te uitgebreide bespreking zouden voeren ». Ook kan hetzelfde lid niet aannemen dat volgens de Regering « de politieke toestand vereist dat men zich beperkt tot de doelstellingen die in de Regeringsverklaring zijn omschreven ».

Hij bestempelt die beschouwingen als louter chronologische opportunitateitsoverwegingen. Juridisch is er geen enkel bezwaar tegen een adviserend referendum. Spreker citeert in dit verband enkele passages uit de rechtsleer.

Bovendien wordt vastgesteld dat meer en meer tot opiniepeilingen wordt overgegaan. De vigerende praktijk waarbij op de privé-sector een beroep wordt gedaan voor deze peilingen, moet zijns inziens trouwens behouden blijven.

Een ander lid voelt wel iets voor wat hij « inspraakformules » wenst te noemen. Een principiële afwijzing terzake zou z.i. erg bedroevend zijn. Hij legt er evenwel de nadruk op dat dit middel niet mag worden aangewend om in bepaalde gevallen te worden misbruikt. Zo zou hierdoor zeker geen communautaire opschudding of verwarring mogen worden veroorzaakt.

Een ander lid heeft wel fundamentele bezwaren tegen een rechtstreekse beslissing van de burgers over een probleem en nog meer tegen het aannemen of verwerpen van rechtsregels door zulk een procedure. De geschiedenis heeft overigens ten overvloede aangetoond dat rechtstreekse democratie tot een omgekeerd resultaat kan leiden. Op deze wijze zijn soms de meest verwerpelijke dictatoren aan de macht gekomen.

Een ander lid haalt voorbeelden aan (Zwitserland, Oostenrijk en de Verenigde Staten) waaruit blijkt dat op een bepaald gebied (inhoudelijk) het beslissingsreferendum positieve resultaten geeft.

Un autre membre demande que l'on se souvienne que la Constitution n'exclut pas que d'autres autorités organisent des consultations.

Un autre membre opère une distinction entre, d'une part, les consultations organisées par exemple par une commune qui en considère les résultats comme purement indicatifs ou informatifs et, d'autre part, la consultation populaire à laquelle seraient rattachées des conséquences institutionnelles ayant une incidence soit consultative soit décisive.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice estime qu'il est inopportun de mêler démocratie directe et indirecte. Il cite le professeur Mast, dont il partage entièrement le point de vue :

« L'objection principale à l'introduction du référendum en Belgique c'est qu'il ne s'intègre pas à nos institutions nationales, qui répondent à notre mentalité. Dans des pays à institutions purement parlementaires tels que la Belgique, les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, la décision des organes représentant le peuple est présumée juris et de jure être celle du corps électoral ». (A. Mast, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, 1973, 4^e édition, n° 88, p. 93).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice propose d'autre part que les auteurs de la proposition fassent état d'un article 26ter (nouveau) au lieu d'un article 26bis (nouveau).

Cette suggestion est acceptée.

La proposition de déclaration de MM. Mundeeler et Gol est rejetée par 15 voix contre 3.

Art. 34

Cet article prévoit que chaque Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

M. Levaux (Doc. n° 519/3-I) souhaite la révision de cet article afin de tenir compte du fait que le Sénat sera la « somme » des conseils communautaires et/ou régionaux.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice estime que cette proposition est superflue. Chaque Chambre devra continuer à vérifier les pouvoirs de ses membres comme par le passé.

La proposition de déclaration est rejetée à l'unanimité.

Art. 38

Cet article établit la règle générale selon laquelle toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages.

M. Levaux (Doc. n° 519/3-I) souhaite modifier cet article en vue d'y insérer la notion de « majorité qualifiée ». Cette proposition est rejetée par le Gouvernement. L'article 38 ne concerne en effet que les matières qui ne requièrent pas de majorité spéciale. Une telle majorité est imposée expressément par les articles 1, 3bis, 47, 56bis, 59bis, 62, 107quater et 131 de la Constitution actuelle.

La proposition de déclaration est rejetée à l'unanimité.

Art. 59bis

M. Verroken souhaite que cet article qui concerne les Conseils culturels soit déclaré sujet à révision (Doc. n° 519/2-I). Il est vrai qu'en ce moment des difficultés politiques s'y opposent, mais celles-ci pourraient être résolues avant la fin de la Constituante.

Een ander lid vraagt dat men aandacht zou hebben voor het feit dat de Grondwet niet uitsluit dat andere overheidsinstanties raadplegingen zouden organiseren.

Een volgend lid maakt hierbij een onderscheid tussen de raadplegingen georganiseerd b.v. door een gemeente die de resultaten ervan als louter indicatief of informatief beschouwt en anderzijds de volksraadpleging, waaraan institutionele gevolgen zouden gebonden zijn hetzij ten adviserende, hetzij ten beslissende titel.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie vindt iedere vermenging tussen rechtstreekse en onrechtstreekse democratie inopportuun. Hij haalt hierbij Prof. Mast aan, wiens zienswijze hij volledig deelt :

« Het hoofdbezwaar tegen de invoering van het referendum in België is dat het niet past in de met onze mentaliteit vergroeide staatsinstellingen. In landen met zuiver parlementaire instellingen zoals België, Nederland of Groot-Brittannië wordt de beslissing van de organen van de volksvertegenwoordiging juris et de jure vermoed die te zijn van het kiezerskorps ». (A. Mast, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht*, 1973, 4^e uitgave, n° 88, blz. 93.)

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stelt verder voor dat de auteurs van het voorstel zouden gewag maken van een artikel 26ter (nieuw) i.p.v. een 26bis (nieuw).

Deze suggestie wordt aangenomen.

Het voorstel van verklaring van de heren Mundeeler en Gol wordt verworpen met 15 tegen 3 stemmen.

Art. 34

Dit artikel bepaalt dat elke Kamer de geloofsbrieven van haar leden onderzoekt en over de geschillen die hieromtrent rijzen beslist.

De heer Levaux wenst dit artikel te doen herzien (Stuk n° 519/3-I) om rekening te houden met het feit dat de Senaat zal bestaan uit de gemeenschaps- en/of gewestraden.

Voor de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie is dit voorstel overbodig. Net als in het verleden zal iedere Kamer zich moeten uitspreken over de geloofsbrieven van haar leden.

Het voorstel van verklaring wordt eenparig verworpen.

Art. 38

Dit artikel stelt als algemene regel dat elk besluit bij volstreekte meerderheid van stemmen wordt genomen.

De heer Levaux (Stuk n° 519/3-I) wenst dit artikel te wijzigen ten einde er het begrip « gekwalificeerde meerderheid » in te voegen. Van regeringszijde wordt dit voorstel afgewezen. Artikel 38 heeft immers alleen betrekking op de stemmingen waarvoor geen bijzondere meerderheid is vereist. Deze wordt in de huidige Grondwet uitdrukkelijk opgelegd door de artikelen 1, 3bis, 47, 56bis, 59bis, 62, 107quater en 131.

Het voorstel van verklaring wordt eenparig verworpen.

Art. 59bis

De heer Verroken wenst dit artikel, dat handelt over de Cultuurraden, voor herziening vatbaar te verklaren (Stuk n° 519/2-I). Weliswaar zijn er thans politieke moeilijkheden die zulks beletten, maar deze kunnen vóór het einde van de Constituante opgelost zijn.

Voici des années que l'on se demande si l'enseignement universitaire relève des Conseils culturels. L'auteur de l'amendement estime que c'est à tort que l'on se pose pareille question puisqu'il résulte clairement de l'article 132 de la Constitution que le Conseil culturel français est compétent en ce qui concerne l'Université catholique de Louvain, ce qui implique, *mutatis mutandis*, la compétence de la « Katholieke Universiteit Leuven ».

Selon le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le Gouvernement avait l'intention de soumettre l'article 132 à révision, étant donné que tous les problèmes concernant le transfert de l'Université catholique de Louvain seraient probablement résolus avant la fin de la Constituante. Lors de la discussion au Sénat, des doutes ont été formulés à ce sujet de sorte qu'il a été décidé de ne pas soumettre l'article 132 à révision.

Le problème qui se pose en ce qui concerne l'article 59bis, § 2, 2°, est d'ordre idéologique et non communautaire. Cette disposition est libellée comme suit :

« Les conseils culturels, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1°...

2° l'enseignement, à l'exclusion de ce qui a trait à la paix scolaire, à l'obligation scolaire, aux structures de l'enseignement, aux diplômes, aux subsides, aux traitements, aux normes de population scolaire ».

Cette disposition devrait être révisée pour les mêmes motifs que l'article 107^{quater}, mais les faits politiques l'emportent généralement sur la logique législative.

Lors de la révision constitutionnelle de 1970, on entendait initialement faire relever du législateur national toutes les matières figurant au pacte scolaire. Etant donné que la notion de pacte scolaire n'a pas de signification en droit public, il a été décidé de la remplacer par celle de « paix scolaire ». Cette notion est un concept évolutif qui, initialement, ne comprenait ni les budgets, ni l'enseignement universitaire. Au cours des années ces deux éléments sont venus s'ajouter pour des raisons politiques.

Le libellé actuel de l'article 59bis, § 2, 2°, permet cependant, si un consensus se dégage concernant le nouveau contenu de la notion de paix scolaire, de faire relever des conseils culturels le budget de l'Education nationale et l'enseignement universitaire.

Un membre rappelle qu'il résulte clairement des discussions concernant la révision constitutionnelle précédente qu'en dehors des lois organiques relatives à la paix scolaire, aux subsides, aux normes de population scolaire, etc., l'enseignement a été communautarisé. Selon ce membre, qui est appuyé par d'autres collègues, les budgets et l'enseignement universitaire doivent, dans l'esprit de la Constitution de 1970, être examinés exclusivement par les conseils culturels. Nulle révision de la Constitution n'est nécessaire à cet effet. Depuis lors, la pratique législative, qui continue à réserver ces deux matières au législateur national, est contraire à ces intentions.

Enfin, ce membre souligne que l'administration de l'Education nationale est peut-être la plus fédéralisée du pays.

A la lumière de ces considérations, il ne conviendrait pas de compromettre l'ensemble de la révision de la Constitution en adoptant une attitude rigide sur ce point.

Le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) estime qu'il n'est pas opportun dans les circonstances actuel-

Sinds jaren wordt eraan getwijfeld of het universitair onderwijs tot de bevoegdheid van de Cultuurraden behoort. Ten onrechte, volgens de indiener van het voorstel, aangezien uit artikel 132 van de Grondwet duidelijk blijkt dat de Franse Cultuurraad bevoegd is voor de « Université Catholique de Louvain » wat *mutatis mutandis* de bevoegdheid van de Nederlandstalige Universiteit van Leuven impliceert.

De Regering had volgens de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie de bedoeling artikel 132 voor herziening voor te stellen, omdat wellicht alle problemen i.v.m. de overheveling van de U. C. L. opgelost zouden zijn vóór het einde van de constituante. Tijdens de bespreking in de Senaat zijn daaromtrent twijfels gerezen, zodat beslist werd artikel 132 niet voor wijziging voor te stellen.

Het probleem i.v.m. artikel 59bis, § 2, 2°, is van ideologische en niet van communautaire aard. Deze bepaling luidt als volgt :

« De Cultuurraden regelen, ieder wat hem betreft, bij decreet :

1°...

2° het onderwijs, met uitsluiting van wat betrekking heeft op de schoolvrede, de leerplicht, de onderwijsstructuren, de diploma's, de toelagen, de wedden, de schoolbevolkingsnormen. »

Om dezelfde redenen als artikel 107^{quater} zou deze bepaling moeten herzien worden, maar de politieke feiten zijn doorgaans sterker dan de logische logica.

Tijdens de Grondwetsherziening van 1970 was het aanvankelijk de bedoeling alle aangelegenheden die in het schoolpact zijn opgenomen, onder de bevoegdheid van de nationale wetgever te laten. Daar het begrip schoolpact geen publiekrechtelijke betekenis heeft, werd beslist het te vervangen door « schoolvrede ». Dit is een evolutief concept, dat oorspronkelijk noch de begrotingen noch het universitair onderwijs omvatte. Mettertijd zijn die twee elementen er om politieke redenen wel toe gaan behoren.

De huidige redactie van artikel 59bis, § 2, 2°, biedt evenwel de mogelijkheid, indien er omtrent de nieuwe inhoud van het begrip schoolvrede een consensus wordt bereikt, dat de begroting van nationale opvoeding en het universitair onderwijs onder de bevoegdheid van de Cultuurraden zouden komen.

Een lid wijst erop dat uit de besprekingen omtrent de vorige grondwetsherziening duidelijk blijkt dat, behoudens de organieke wetten betreffende schoolvrede, toelagen, schoolbevolkingsnormen enz., het onderwijs werd gemeenschappelijk. Volgens dit lid, hierin door anderen bijgetreden, moeten in de geest van de Grondwet van 1970 de begrotingen en het universitair onderwijs uitsluitend door de Cultuurraden worden behandeld. Er is daarvoor geen Grondwetsherziening nodig. De wetgevende praktijk is sindsdien strijdig met deze bedoeling, aangezien ze beide aangelegenheden nog steeds door de nationale wetgever laat beslechten.

Tenslotte wijst dit lid erop dat de administratie van Nationale Opvoeding wellicht de meest gefederaliseerde is.

In het licht van deze bedenkingen gaat het niet op de globale grondwetswijziging in het gedrang te brengen door een strakke houding aan te nemen op dit stuk.

De Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) acht het niet opportuun artikel 59bis, § 2, 2°, in de huidige

les de soumettre à révision l'article 59bis, § 2, 2°. Néanmoins, cette disposition doit être interprétée conformément aux intentions du Constituant de 1968-1971.

La compétence en matière d'enseignement attribuée par la Constitution aux conseils culturels est une compétence résiduaire.

Seules les matières exclues expressément par la Constitution de la compétence des conseils culturels relèvent de la compétence du législateur national. Il y a lieu d'interpréter ces exceptions d'une manière restrictive, la règle générale établie par la Constitution étant celle de la compétence du conseil culturel en matière d'enseignement.

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 18 voix contre 1.

Art. 62

M. Verroken a présenté une proposition de déclaration de cet article.

Cet article dispose essentiellement que le Roi ne peut être en même temps chef d'un autre Etat, sans l'assentiment des deux Chambres.

Selon M. Verroken (Doc. n° 519/2-I), cette disposition n'a plus de sens et il en propose la révision. La disposition selon laquelle le Roi ne peut être en même temps chef d'un autre Etat, résout le problème de l'accession éventuelle au trône d'une femme qui serait déjà ou deviendrait l'épouse d'un chef d'Etat étranger (cfr. les articles 60 et 61 qui figurent à la rubrique G — Nouvelles propositions de déclarations adoptées par la Commission).

Le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) déclare au nom du Gouvernement qu'il n'y a pas lieu de soumettre cet article à révision.

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

Art. 63

La personne du Roi est inviolable; ses Ministres sont responsables. Selon la proposition de MM. Bertouille et Gol (Doc. n° 519/2-III), il y a lieu à révision du titre III, chapitre II de la Constitution, par l'insertion d'un deuxième alinéa à l'article 63 relatif à la responsabilité des Ministres.

Cette proposition de déclaration, non défendue, est rejetée par 14 voix et 4 abstentions.

Art. 75

Une proposition de M. Verroken (Doc. n° 519/2-I) tend à déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 75 de la Constitution.

En vertu de l'article 75, le Roi a le droit de conférer des titres de noblesse, sans toutefois pouvoir jamais y attacher aucun privilège.

Selon l'auteur de la proposition, le Constituant devrait, soit supprimer les titres de noblesse, soit, si l'on estime que ceux-ci doivent être maintenus dans le cadre d'une « méritocratie », les limiter à des titres de noblesse conférés à titre personnel.

Un membre attire l'attention sur le fait qu'actuellement des titres de noblesse peuvent déjà être conférés à titre personnel. Il est adversaire de la proposition de M. Verroken.

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 12 voix contre 5 et 4 abstentions.

omstandigheden voor herziening voor te stellen. Nochtans moet deze bepaling conform de bedoeling van de Grondwetgever van 1968-1971 geïnterpreteerd worden.

De bevoegdheid inzake onderwijs die door de Grondwet aan de cultuurraden is toegekend, is een residuaire bevoegdheid.

Alleen wat door de Grondwet uitdrukkelijk van de bevoegdheid van de cultuurraden is uitgesloten behoort tot de bevoegdheid van de nationale wetgever. Deze uitzonderingen moeten op restrictieve wijze worden geïnterpreteerd, daar de algemene regel door de Grondwet geponeerd, die is van de bevoegdheid van de cultuurraad inzake onderwijs.

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 18 tegen 1 stem.

Art. 62

De heer Verroken heeft een voorstel van verklaring tot herziening aan dit artikel ingediend (Stuk n° 519/2-I).

Dit artikel bepaalt in essentie dat de Koning niet tegelijk hoofd van een andere Staat kan zijn zonder instemming van beide Kamers.

Volgens de heer Verroken (zie Stuk n° 519/2-I), heeft deze bepaling geen zin meer en hij stelt de herziening ervan voor. Door uitsluitend te stellen dat de Koning niet tegelijk hoofd van een andere Staat kan zijn wordt het probleem opgelost van de vrouw die voor troonopvolging in aanmerking komt en reeds gehuwd is of zou huwen met een vreemd staatshoofd (cfr. de artikelen 60 en 61 die voorkomen onder de rubriek G — Nieuwe voorstellen van verklaring aangenomen door de Commissie).

De Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) verklaart namens de Regering dat er geen aanleiding is om dit artikel aan herziening te onderwerpen.

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 13 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Art. 63

De persoon des Konings is onschendbaar; zijn Ministers zijn verantwoordelijk. Volgens het voorstel van de heren Bertouille en Gol (Stuk n° 519/2-III) is er reden tot herziening van titel III, hoofdstuk II van de Grondwet door invoering van een tweede lid in artikel 63, betreffende de verantwoordelijkheid van de Ministers.

Dit voorstel van verklaring wordt niet verdedigd en wordt verworpen met 14 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 75

Een voorstel van de heer Verroken (Stuk n° 519/2-I) strekt ertoe artikel 75 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Krachtens artikel 75 heeft de Koning het recht adeldom te verlenen, zonder daaraan evenwel ooit enig voorrecht te mogen verbinden.

Volgens de auteur van het voorstel zou de Grondwetgever ofwel de adeldom moeten afschaffen, ofwel, indien men oordeelt dat men die in het kader van een « méritocratie » moet behouden, deze beperken tot de adeldom ten persoonlijke titel.

Een lid vestigt er de aandacht op dat momenteel reeds adeldom ten persoonlijke titel kan worden verleend. Hij is gekant tegen het voorstel van de heer Verroken.

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 12 tegen 5 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 99

La Commission spéciale de la Chambre a déjà marqué son accord pour déclarer qu'il y a lieu à révision des alinéas 2 et 3 de l'article 99 de la Constitution (cfr. supra).

Une proposition de M. Baert (Doc. n° 519/3-V) tend à insérer dans la liste des dispositions sujettes à révision, ce qui suit :

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du quatrième alinéa de l'article 99 afin de mettre celui-ci éventuellement en concordance avec les modifications apportées aux deuxième et troisième alinéas ».

Le quatrième alinéa de l'article 99 est libellé comme suit :

« Dans ces deux cas, les candidats portés sur une liste peuvent éventuellement être portés sur l'autre. »

L'auteur est disposé à retirer sa proposition, à condition toutefois que l'on tombe d'accord pour affirmer que le quatrième alinéa (inchangé) de l'article 99 ne signifie pas qu'il y ait toujours lieu de présenter deux listes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice marque son accord pour que ladite interprétation du quatrième alinéa figure dans le rapport. La proposition est par conséquent retirée.

Art. 107^{quater}

MM. Verroken (Doc. n° 519/2-I) et De Grève (Doc. n° 519/3-IV) proposent de déclarer sujet à révision l'article 107^{quater} de la Constitution.

L'un des auteurs des propositions précitées fait remarquer que les problèmes de la régionalisation pourront être traités dans une série d'articles de la Constitution qui sont déclarés sujets à révision. Il se réfère à titre d'exemple aux articles 26, 26^{bis} (à insérer) et 27 à 29.

Le Gouvernement estime que la prochaine Constituante pourrait ainsi apporter une solution claire et précise au problème de la régionalisation. L'auteur considère qu'il ne serait donc plus nécessaire d'accorder cette possibilité au législateur ordinaire.

Bien qu'un raisonnement similaire ait été développé en Commission du Sénat, celle-ci n'a finalement pas accepté de déclarer l'article 107^{quater} sujet à révision.

L'autre auteur déclare qu'en cas d'aboutissement de la révision de la Constitution, l'article 107^{quater} non modifié sera maintenu à un endroit inadéquat dans la Constitution et qu'il sera en outre vidé de toute substance.

Au cas où la révision de la Constitution échouerait, il n'y aura également aucun accord pour modifier ou supprimer l'article 107^{quater}.

Dans ce cas, la garantie réside dans le fait que l'article 107^{quater} figure dans la Constitution actuelle.

Il est donc illogique de ne pas déclarer l'article 107^{quater} sujet à révision.

Le même membre souligne également qu'il n'est pas partisan d'un régime uniforme pour les trois régions.

Il estime en outre souhaitable que la régionalisation s'accomplisse avec l'accord de la majorité de chaque groupe linguistique des deux Chambres, étant entendu que le total des suffrages positifs devrait représenter les deux tiers dans les deux groupes linguistiques.

Art. 99

De bijzondere Kamercommissie heeft er reeds haar instemming mee betuigd om de leden 2 en 3 van artikel 99 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren (zie hoger).

Een voorstel van de heer Baert (Stuk n° 519/3-V) strekt ertoe in de lijst van de voor herziening voorgelegde bepalingen in te voegen wat volgt :

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van het vierde lid van artikel 99, om het eventueel in overeenstemming te brengen met de wijzigingen aangebracht aan het tweede en derde lid. »

Het vierde lid van artikel 99 luidt :

« In beide gevallen mogen de op één lijst voorgedragen kandidaten ook op de andere worden voorgedragen ».

De auteur is bereid zijn voorstel in te trekken, op voorwaarde dat men het erover eens is dat het (ongewijzigde) vierde lid van artikel 99 niet beduidt dat er steeds twee lijsten dienen te worden voorgelegd.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stemt ermee in dat voormelde interpretatie van het vierde lid in het verslag zou worden opgenomen. Hierop trekt de heer Baert zijn voorstel in.

Art. 107^{quater}

De voorstellen van de heren Verroken (Stuk n° 519/2-I) en De Grève (Stuk n° 519/3-IV) strekken ertoe artikel 107^{quater} van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Een van de auteurs van voormelde voorstellen wijst erop dat in een reeks grondwetsartikelen, welke voor herziening vatbaar worden verklaard, de problemen van de gewestvorming zullen kunnen worden behandeld. Bij wijze van voorbeeld verwijst hij naar de artikelen 26, 26^{bis} (in te voegen) en 27 tot 29.

Volgens de Regering zou aldus aan de toekomstige Constituante de mogelijkheid worden verleend om het probleem van de gewestvorming klaar en duidelijk op te lossen. Die mogelijkheid zou volgens de auteur derhalve niet meer dienen te worden geschonken aan de gewone wetgever.

Hoewel in de bevoegde Senaatscommissie dezelfde rede-nering werd ontwikkeld, werd uiteindelijk niet aanvaard artikel 107^{quater} voor herziening vatbaar te verklaren.

De andere auteur wijst erop dat, in geval van welslagen van de grondwetsherziening, het ongewijzigde artikel 107^{quater} niet alleen op een verkeerde plaats in de Grondwet zal worden gehandhaafd, doch tevens van elke inhoud zal zijn ontdaan.

In geval van niet-welslagen van de Grondwetsherziening, zal ook geen akkoord worden bereikt om artikel 107^{quater} te wijzigen of op te heffen.

In dat geval zit de waarborg in het feit dat artikel 107^{quater} in de huidige Grondwet staat.

Het heeft dus geen zin artikel 107^{quater} niet voor herziening open te stellen.

Terloops wijst hij er ook nog op geen voorstander te zijn van een eenvormige regeling voor de drie gewesten.

Ten slotte acht hij het wenselijk dat de gewestvorming zou worden doorgevoerd met het akkoord van de meerderheid van elke taalgroep van elke Kamer, met dien verstande dat uiteraard het totaal van de ja-stemmen in beide taalgroepen de tweederde meerderheid zou bereiken.

Un membre est convaincu qu'une régionalisation valable pourra être réalisée grâce à la révision d'une série d'articles de la Constitution que le Sénat a déjà déclarés sujets à révision.

Dès lors, il ne souhaite pas compromettre la (déclaration de) révision de la Constitution en exigeant en outre la (possibilité de) révision de l'article 107^{quater}.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice souhaite qu'au cas où la Constituante échouerait, la régionalisation puisse encore être réalisée par le législateur ordinaire — fût-ce à une majorité spéciale — sur base de l'article 107^{quater}.

Votre rapporteur renvoie enfin à un point de vue développé par un membre de la Commission spéciale du Sénat :

« Par la révision d'un article ou l'insertion d'un article nouveau, la Constituante ne peut implicitement modifier le sens ou la portée de dispositions non soumises à révision » (Doc. Sénat n° 476/2, p. 5).

Si ce point de vue est exact et que l'article 107^{quater} n'est pas sujet à révision ne risque-t-on pas de voir naître des contestations juridiques au moment où la Constituante souhaite réaliser la régionalisation ?

Les propositions de déclaration de MM. Verroken et De Grève sont rejetées par 20 voix contre 4.

Art. 117

Une proposition de M. Levaux (Doc. n° 519/3-I) tend à soumettre à révision l'article 117 de la Constitution « afin d'assurer sa concordance avec l'article 6bis ».

M. De Beul propose également de déclarer ce même article soumis à révision (Doc. n° 519/3-VI) « en vue d'élargir éventuellement aux conseillers laïcs les dispositions qui y figurent ».

Les auteurs soulignent tous deux qu'ils recherchent le même but.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice souligne que l'article 117, tout comme l'article 109 de la Constitution, doit être interprété à la lumière de l'histoire.

L'article 109 de la Constitution dispose que la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales.

En commission du Sénat, il a été proposé de déclarer l'article 109 sujet à révision parce que l'on estimait que cet article ferait obstacle à l'incorporation de données au registre national ou régional, ce qui n'est absolument pas le cas.

En vertu de l'article 117 de la Constitution, les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'Etat. Cette disposition correspondait essentiellement à une compensation pour la nationalisation des biens du clergé.

Selon le Ministre, il est inexact d'affirmer que l'article 117 de la Constitution interdit l'octroi d'aides de l'Etat aux conseillers laïcs. Il appartient au législateur ordinaire de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

En outre, le Ministre signale que des crédits sont prévus au budget du Ministère de la Justice pour l'assistance laïque dans les prisons. Un groupe d'étude récemment créé en ce qui concerne les traitements et pensions des ministres des cultes se penche d'ailleurs également sur le problème de la rétribution de cette assistance laïque.

Een lid is ervan overtuigd dat een degelijke gewestvorming zal kunnen worden verwezenlijkt dank zij de herziening van een reeks grondwetsartikelen die reeds door de Senaat voor herziening vatbaar werden verklaard.

Hij wenst derhalve de (verklaring tot) grondwetsherziening niet in het gedrang te brengen door bovendien ook nog de (mogelijkheid tot) herziening van artikel 107^{quater} te eisen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wenst dat, in geval van falen van de Constituante, de gewestvorming nog zou kunnen worden verwezenlijkt door de gewone wetgever — zij het dan met een bijzondere meerderheid — op basis van artikel 107^{quater}.

Uw verslaggever verwijst ten slotte naar een standpunt dat door een lid van de Bijzondere Senaatscommissie werd vertolkt :

« Door de herziening van een artikel of de invoeging van een nieuw artikel, kan de grondwetgever niet impliciet de zin of de draagwijdte wijzigen van bepalingen die niet aan herziening worden onderworpen » (Stuk Senaat, n° 476/2, blz. 5).

Zo deze zienswijze de juiste is en artikel 107^{quater} niet voor herziening vatbaar is, dreigen dan geen juridische betwistingen te ontstaan op het ogenblik dat de Constituante de gewestvorming wenst in te voeren ?

De voorstellen van verklaring van de heren Verroken en De Grève worden verworpen met 20 tegen 4 stemmen.

Art. 117

Een voorstel van de heer Levaux (Stuk n° 519/3-I) strekt ertoe artikel 117 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren, « ten einde dit in overeenstemming te brengen met artikel 6bis ».

De heer De Beul stelt eveneens voor ditzelfde artikel voor herziening vatbaar te verklaren (Stuk n° 519/3-VI) « ten einde de erin opgenomen voorzieningen uit te breiden tot de humanistische consulenten ».

Beide auteurs onderstrepen dat zij hetzelfde doel nastreven.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat artikel 117, evenals artikel 109 van de Grondwet, « historisch » dient te worden geïnterpreteerd.

Artikel 109 van de Grondwet bepaalt dat het opmaken van de akten van de burgerlijke stand en het houden van de registers uitsluitend tot de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid behoren.

In de Senaatscommissie werd voorgesteld artikel 109 voor herziening vatbaar te verklaren, omdat men dacht dat artikel 109 het onmogelijk zou maken gegevens in een nationaal of gewestelijk register op te nemen, wat nochtans niet het geval is.

Krachtens artikel 117 van de Grondwet komen de wedden en pensioenen van de bedienaren der erediensten ten laste van de Staat. In wezen betrof deze bepaling een compensatie voor de nationalisatie van de Kerkelijke goederen.

Het is volgens de Minister onjuist te beweren dat artikel 117 van de Grondwet staatssteun aan « humanistische » consulenten verbiedt : het komt aan de gewone wetgever toe om terzake de nodige schikkingen te treffen.

Voorts vestigt de Minister er de aandacht op dat op de begroting van het Ministerie van Justitie kredieten worden uitgetrokken voor lekenhulp in de gevangenissen. Een onlangs opgerichte studiegroep betreffende de wedden en pensioenen van de bedienaren van de erediensten buigt zich trouwens eveneens over het probleem van de bezoldiging van de voormelde lekenhulp.

Un membre évoque les aides communales aux fabriques d'église. Selon lui, les cultes minoritaires de notre pays sont souvent victimes de discrimination par rapport au culte catholique.

Eu égard au fait que ces cultes comptent un nombre insuffisant d'adeptes dans certaines communes, il importe de prévoir une intervention financière de ces dernières en faveur de ces personnes, et ce par le canal des « dépenses facultatives » du budget communal. Or, ces dépenses facultatives sont souvent rognées de manière draconienne par l'autorité de tutelle !

Un membre est d'avis que la tâche essentielle de la Constituante doit être de moderniser les structures de l'Etat. Si la Constituante est encore chargée de diverses autres tâches, on risque de compromettre cette tâche essentielle, qui s'avère déjà très lourde.

Un autre membre souligne que le projet du Gouvernement comporte de nombreuses propositions de révision d'articles de la Constitution qui n'ont pas d'incidence communautaire et qui ne se rapportent pas davantage à la modernisation des structures de l'Etat.

Selon un dernier membre, le rejet des propositions de MM. Levaux et De Beul ne peut en aucune manière être interprété comme un rejet de l'interprétation donnée par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice à propos de l'article 117.

La proposition de déclaration de M. Levaux est rejetée par 16 voix contre 9.

La proposition de déclaration de M. De Beul est rejetée par parité des voix : 12 voix pour, 12 voix contre et 1 abstention.

Art. 126

L'article 126 de la Constitution dispose que Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du Gouvernement.

Une proposition de M. Verroken (Doc. n° 519/2-I) tend à déclarer qu'il y a lieu à révision de cet article de la Constitution.

L'auteur se demande s'il n'est pas souhaitable de désigner toute la région de la capitale comme siège potentiel du Gouvernement ?

Ne convient-il pas de mentionner également dans cet article les chefs-lieux des régions ?

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice signale qu'en 1970 la Commission compétente de la Chambre s'était opposée à la modification de cet article de la Constitution.

La proposition de déclaration de M. Verroken est rejetée par 17 voix contre 1.

Art. 131

Cet article concerne la procédure de révision de la Constitution. M. Verroken estime qu'il convient d'assouplir le caractère strict et rigide de la procédure de révision. Il serait également souhaitable de prévoir la possibilité de parfaire l'œuvre constitutionnelle en permettant au législateur ordinaire de supprimer toutes les dispositions archaïques et superflues et, au besoin, de moderniser le style des textes. La clarté du texte constitutionnel en serait nettement améliorée. Dès lors, il propose de déclarer l'article 131 de la Constitution sujet à révision (voir Doc. n° 519/2-I, p. 3).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice se dit personnellement partisan d'une procédure plus souple, qui permettrait une adaptation quasi permanente de la Constitution.

Cela ne sera toutefois possible que lorsque la situation sera claire en ce qui concerne le Parlement et le Gouvernement de législature.

La proposition de déclaration est rejetée par 20 voix contre 1.

Een lid verwijst naar de gemeentelijke hulpelden aan de kerkfabrieken. Volgens hem zijn de erediensten, die minoritair zijn in ons land, vaak nog het slachtoffer van discriminaties vergeleken met de katholieke eredienst.

Omdat zij onvoldoende leden tellen in bepaalde gemeenten, dient een financiële bijdrage van de gemeente te hunnen gunste te geschieden via de « facultatieve uitgaven » van de gemeentelijke begroting. Welnu, deze facultatieve uitgaven worden vaak drastisch besnoeid door de voorgedijverheid !

Het dient volgens een lid de essentiële taak van deze Constituante te zijn de Staatsstructuren te moderniseren. Draagt men aan de Constituante nog allerhande andere taken op, dan dreigt deze essentiële taak — die reeds uiterst zwaar is — in het gedrang te worden gebracht.

Een ander lid wijst erop dat het Regeringsontwerp tal van voorstellen tot herziening van grondwetsartikelen bevat, die geen communautaire inslag hebben en evenmin uitstaans hebben met de modernisering van de Staatsstructuren.

Volgens een laatste lid mag de verwerping van de voorstellen van de heren Levaux en De Beul geenszins worden geïnterpreteerd als een verwerping van de interpretatie die door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie gegeven werd aan artikel 117.

Het voorstel van verklaring van de heer Levaux wordt verworpen met 16 tegen 9 stemmen.

Het voorstel van verklaring van de heer De Beul wordt verworpen bij staking van stemmen : 12 stemmen voor, 12 stemmen tegen en 1 onthouding.

Art. 126

Artikel 126 van de Grondwet bepaalt dat Brussel de hoofdstad is van België en de zetel van de Regering.

Een voorstel van de heer Verroken (Stuk n° 519/2-I) strekt ertoe dit grondwetsartikel voor herziening vatbaar te verklaren.

De auteur vraagt zich af of het niet wenselijk is dat het ganse hoofdstedelijke gebied zou worden aangewezen als potentiële vestigingsplaats van de Regering ?

Dienen ook de hoofdplaatsen van de gewesten niet te worden aangeduid in dit artikel ?

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat de bevoegde Kamercommissie zich in 1970 kante tegen een wijziging van dit grondwetsartikel.

Het voorstel van verklaring van de heer Verroken wordt verworpen met 17 tegen 1 stem.

Art. 131

Dit artikel behandelt de procedure tot herziening van de Grondwet. Volgens de heer Verroken is het nodig de starre en strakke herzieningsprocedure te versoepelen. Daarenboven zou het wenselijk zijn in de mogelijkheid te voorzien het grondwetgevend werk af te ronden, door de gewone wetgever toe te laten alle overbodige en archaïsche bepalingen te schrappen en zo nodig de stijl van de teksten bij te werken. Zo zal de Grondwet heel wat leesbaarder worden. Derhalve stelt hij voor artikel 131 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren (zie Stuk n° 519/2-I, blz. 3).

Persoonlijk is de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie voorstander van een soepeler procedure waardoor de Grondwet op vrijwel permanente wijze kan worden aangepast.

Dit is evenwel slechts mogelijk nadat duidelijkheid werd gebracht inzake een legislatuurparlement en -regering.

Het voorstel van verklaring wordt verworpen met 20 tegen 1 stem.

*Proposition de déclaration de révision de la Constitution
par l'insertion d'un titre IX (nouveau) intitulé :
« Des Constitutions des Régions et des Communautés »*

Cette proposition de déclaration de révision de M. Gendebien (Doc. n° 519/3-III) n'est pas défendue et est rejetée par 20 voix contre 1.

G. — Propositions de déclaration
de révision de la Constitution
qui ont été déposées par des membres de la Chambre
et qui ont été adoptées par la Commission

Art. 60

Deux propositions de déclaration de révision de cet article ont été déposées :

1° l'une par M. Verroken « en vue de réviser l'article 60 de la Constitution » (Doc. n° 519/2-I);

2° l'autre par MM. Levaux et consorts « en vue de réviser l'article 60 de la Constitution » (Doc. n° 519/3-I).

Selon M. Verroken, cet article consacre un principe suranné, à savoir l'exclusion des femmes. D'autre part, le dernier membre de phrase du premier alinéa de cet article constitue une tautologie inutile.

Si les pouvoirs du Roi ne sont héréditaires que de mâle en mâle, il est absolument inutile d'ajouter l'exclusion perpétuelle des femmes.

L'auteur de la proposition se réfère ensuite aux nombreuses reines étrangères qui règnent actuellement.

MM. Levaux et consorts visent un même but. Les auteurs soulignent qu'ils n'ont nullement l'intention de supprimer la primogéniture. Selon eux, il suffirait de supprimer les mots « de mâle en mâle » et les mots « et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants ». En outre, les articles 81, 82, 83 et 87 de la Constitution ne font aucune distinction basée sur le sexe. La Belgique sera probablement un des derniers pays à maintenir une pareille distinction injustifiée.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice ne peut se rallier à cette proposition de déclaration de révision. Il est clair que la Constitution contient encore de nombreuses dispositions archaïques. Toutefois, le Gouvernement de transition actuel a une mission limitée : permettre une modification de la Constitution en vue de la modernisation des structures de l'Etat.

Lorsque ce problème fut abordé au Sénat, il s'avéra plus compliqué et plus délicat qu'il n'y paraissait au premier abord.

La Commission du Sénat a d'ailleurs rejeté, à une majorité assez importante, une proposition similaire.

Quelques membres font observer que le Gouvernement accepte cependant de faire figurer au projet certains articles qui ne visent nullement à adapter les structures de l'Etat, notamment l'article 22 (protection de la vie privée).

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice rappelle que le Gouvernement a proposé de soumettre à révision trois groupes d'articles à savoir ceux qui en 1970 avaient été déclarés sujets à révision mais n'ont pas encore fait l'objet de celle-ci, ceux qui se rapportent aux structures de l'Etat et enfin une série d'articles traitant de divers sujets mais dont la révision est « absolument nécessaire ».

*Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet
door invoeging van een titel IX (nieuw) met als opschrift :
« Grondwetten van de Gewesten en de Gemeenschappen »*

Dit voorstel van verklaring tot herziening van de heer Gendebien (Stuk n° 519/3-III) wordt niet verdedigd en wordt verworpen met 20 tegen 1 stem.

G. — Door leden van de Kamer
ingediende voorstellen van verklaring tot herziening
van de Grondwet,
die door de Commissie werden aangenomen

Art. 60

Betreffende dit artikel werden twee voorstellen van verklaring tot herziening ervan ingediend :

1° een door de heer Verroken « tot herziening van artikel 60 van de Grondwet » (Stuk n° 519/2-I);

2° een door de heer Levaux cs. « tot herziening van artikel 60 van de Grondwet » (Stuk n° 519/3-I).

Volgens de heer Verroken huldigt dit artikel een principe — met name de uitsluiting van de vrouw — dat uit de tijd is. Overigens bevat het laatste zinsdeel van dit artikel een nuteloze tautologie.

Als de macht van de Koning alleen van man op man kan overgaan is het absoluut overbodig er nog aan toe te voegen dat het met altyddurende uitsluiting van de vrouwen is.

De indiener van het voorstel verwijst tenslotte naar de talrijke buitenlandse koninginnen die thans regeren.

De heer Levaux cs. beoogt eenzelfde doel. De indieners wijzen erop dat zij geenszins de bedoeling hebben het eerstgeboorterecht af te schaffen. Volgens hen zou immers kunnen worden volstaan de woorden « van man op man » en de woorden « met altyddurende uitsluiting van de vrouwen en van hun nakomelingschap » weg te laten. Daarenboven wordt in de artikelen 81, 82, 83 en 87 van de Grondwet geen onderscheid gemaakt naargelang van het geslacht. België zal wellicht één der laatste landen zijn waar een dergelijk onverantwoord onderscheid wordt gehandhaafd.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie kan zich bij dit voorstel van verklaring tot herziening niet aansluiten. Het is duidelijk dat er in de Grondwet nog talrijke verouderde bepalingen voorkomen. De huidige overgangsregering heeft evenwel een beperkte opdracht, nl. een grondwetswijziging mogelijk te maken met het oog op het moderniseren van de staatsstructuren.

Toen dit probleem in de Senaat ter sprake kwam, bleek het ingewikkelder en delicateser te zijn dan uit een eerste benadering bleek.

De Senaatscommissie heeft trouwens met een vrij grote meerderheid een gelijkaardig voorstel verworpen.

Enkele leden wijzen erop dat de Regering toch akkoord gaat om enkele artikelen, met name artikel 22 (bescherming van het privé-leven), en die geenszins een aanpassing van de staatsstructuren beogen in het ontwerp op te nemen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie herinnert eraan dat de Regering drie groepen van artikelen voor herziening heeft voorgesteld, nl. die welke in 1970 vatbaar voor herziening werden verklaard, maar nog niet gewijzigd werden, die welke betrekking hebben op de Staatstructuren en tenslotte een reeks artikelen die over verschillende onderwerpen handelen, maar waarvan de herziening absoluut noodzakelijk is.

Un membre fait remarquer que l'institution monarchique n'est pas contestée mais qu'elle fait partie des institutions de la Belgique de demain.

Un membre souligne que l'émancipation de la femme est un problème réel et actuel qui doit incontestablement être résolu. Il convient de se demander s'il est indiqué d'alourdir encore davantage le futur débat constitutionnel en créant des tensions supplémentaires autour d'une question qui, il n'y a guère, divisait le pays.

Comme les deux propositions sont identiques, il est procédé à un seul vote : il est décidé par 11 voix contre 9 de déclarer l'article 61 sujet à révision.

Art. 61

Cet article a trait à la succession du Roi à défaut de descendance masculine.

Suite à leurs propositions à l'article 60, MM. Verroken (Doc. n° 519/2-I) et Degroeve (Doc. n° 519/3-VII) proposent d'admettre ici également la descendance féminine :

1° M. Verroken dépose la proposition de déclaration suivante : « Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 61 de la Constitution »;

2° de son côté, M. Degroeve dépose la proposition de déclaration suivante : « Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 61 de la Constitution par suppression du mot "masculine" au premier alinéa de cet article ».

Le Secrétaire d'Etat à la Réforme des Institutions (N) déclare que le Gouvernement, conformément à l'attitude qu'il a adoptée au Sénat, s'oppose à la révision de l'article 61.

Comme la proposition de M. Verroken a la portée la plus large, elle est mise aux voix et est adoptée par 11 voix contre 9. Dès lors, la proposition de M. Degroeve devient sans objet.

* * *

Les projets et propositions de déclaration de révision adoptés par la Commission figurent ci-après.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

P. DE KEERSMAEKER

Le Président,

W. MARTENS

Een lid merkt op dat de monarchie niet wordt betwist, maar dat zij deel uitmaakt van de instellingen van het België van morgen.

Een lid beklemtoont dat de ontvoogding van de vrouw een reëel en actueel vraagstuk is, dat zonder twijfel moet worden opgelost. De vraag rijst of het aangewezen is het komende grondwetsdebat nog te bemoeilijken door het scheppen van een bijkomend spanningsveld rond een kwestie die nog niet zo lang geleden het land verdeelde.

Aangezien beide voorstellen identiek zijn, wordt één enkele stemming uitgebracht : met 11 tegen 9 stemmen wordt beslist artikel 61 voor herziening vatbaar te verklaren.

Art. 61

Dit artikel heeft betrekking op de opvolging van de Koning bij gebreke aan mannelijk nakomenschap.

In aansluiting op voorstellen op artikel 60 stellen de heren Verroken (Stuk n° 519/2-I) en Degroeve (Stuk n° 519/3-VII) voor ook hier de vrouwelijke opvolging in aanmerking te nemen :

1° de heer Verroken dient volgend voorstel van verklaring in : « De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 61 van de Grondwet »;

2° zijnerzijds dient de heer Degroeve volgend voorstel van verklaring in : « De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 61 van de Grondwet, om het woord "mannelijke" in het eerste lid van dit artikel, weg te laten ».

De Staatssecretaris voor Hervorming der Instellingen (N) verklaart dat de Regering, conform de in de Senaat aangenomen houding, zich tegen de herziening van artikel 61 verzet.

Daar het voorstel van de heer Verroken het verst strekt, wordt het in stemming gebracht en aangenomen met 11 tegen 9 stemmen. Derhalve vervalt het voorstel van de heer Degroeve.

* * *

De door de Commissie aangenomen ontwerpen en voorstellen van verklaring tot herziening komen hieronder voor. Dit verslag wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

P. DE KEERSMAEKER

De Voorzitter,

W. MARTENS

PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECLARATION
DE REVISION DE LA CONSTITUTION
ADOPTES PAR LA COMMISSION

I. — Projets

Première série

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 7bis (nouveau), permettant d'assurer la protection de la vie privée.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 22 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 36 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 39 de la Constitution, seulement en vue de remplacer les mots « à haute voix ».

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 47 de la Constitution, à l'exclusion du second alinéa.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 68 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 84 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 93 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 96 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 98 de la Constitution, par l'ajouté d'un alinéa étendant la garantie du jury aux autres moyens d'information.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du chapitre III du titre III de la Constitution, en vue d'y ajouter un article 107bis relatif aux conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit des Communautés européennes.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre IV de la Constitution, en vue d'y insérer un article 115bis relatif aux programmes financiers s'étendant sur plusieurs années.

ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN VERKLARING
TOT HERZIENING VAN DE GRONDWET
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

I. — Ontwerpen

Eerste reeks

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een nieuw artikel 7bis ten einde het privé-leven te kunnen beschermen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 22 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis betreffende de economische en sociale rechten.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 36 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 39 van de Grondwet, doch alleen om het woord « mondeling » te vervangen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 47 van de Grondwet met uitsluiting van het tweede lid.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 68 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 84 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 93 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 96 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 98 van de Grondwet om er een lid aan toe te voegen dat de waarborg van de jury uitbreidt tot de andere informatiemiddelen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van hoofdstuk III van titel III van de Grondwet, om er een artikel 107bis aan toe te voegen betreffende de conflicten tussen wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van recht van de Europese Gemeenschappen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw hoofdstuk in te voegen betreffende de administratieve rechtscolleges en de Raad van State.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel IV van de Grondwet, om er een artikel 115bis in te voegen betreffende de financiële programma's welke over verschillende jaren zijn gespreid.

Deuxième série

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre I^{er} de la Constitution en vue d'insérer un article *3quater* relatif aux régions telles que définies à l'article 107*quater* et d'un article *3quinquies* relatif à la subdivision des régions.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 1^{er} de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 3*ter* de la Constitution pour la suppression dans la première phrase de l'adjectif « culturelles ».

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 26 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article 26*bis* relatif aux différentes normes.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 27 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 28 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 29 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences exclusives du pouvoir national.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 31 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 32 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre I^{er}, de la Constitution, par l'insertion d'un article 41*bis* relatif à l'adoption des textes de loi après une seconde lecture.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 48, premier alinéa, de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 49 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 50, 1^o et 3^o, de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 52 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la section I, du chapitre I, du titre III, de la Constitution, en vue d'y ajouter une disposition relative aux députés de droit.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 53 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 54 de la Constitution.

Tweede reeks

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel I van de Grondwet om een artikel *3quater* in te voegen betreffende de gewesten zoals deze bepaald zijn in artikel 107*quater* evenals een artikel *3quinquies* betreffende de onderverdeling van de gewesten.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 1 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 3*ter* van de Grondwet om in de eerste volzin het woord « cultuurgemeenschappen » te vervangen door het woord « gemeenschappen ».

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 26 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 26*bis* betreffende de verschillende normen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 27 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 28 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 29 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de exclusieve bevoegdheid van de nationale macht.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 31 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 32 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 41*bis* betreffende het aannemen van wetteksten na een tweede lezing.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 48, eerste lid, van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 50, 1^o en 3^o, van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 52 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, eerste afdeling, van de Grondwet, om er een bepaling aan toe te voegen betreffende de volksvertegenwoordigers van rechtswege.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 53 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 54 van de Grondwet.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 55 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56*bis* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56*ter* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56*quater* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 57 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 58 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la Constitution par l'insertion d'un ou de plusieurs articles traitant des compétences des conseils des communautés relatives aux matières personnalisables et du champ d'application.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59*bis*, §§ 1^{er}, 5 et 8, de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59*ter* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux conseils régionaux.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 71 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles concernant les exécutifs communautaires et régionaux.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 99, alinéas 2 et 3, de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 104 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 107 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la Constitution par l'insertion de dispositions prévoyant la création d'organes institutionnels chargés du règlement des conflits de compétence (entre Constitution, lois, décrets, ordonnances et arrêtés d'exécution).

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de la Constitution par l'insertion de dispositions prévoyant la création d'organes institutionnels chargés de la prévention des conflits de compétence (entre Constitution, lois, décrets, ordonnances et arrêtés d'exécution), comme de la prévention et du règlement des conflits d'intérêts.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 55 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56*bis* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56*ter* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56*quater* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 58 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de Grondwet door invoeging van één of meer artikelen handelende over de bevoegdheden van de gemeenschappen inzake de persoonsgebonden aangelegenheden en het toepassingsgebied.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59*bis*, §§ 1, 5 en 8 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59*ter* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de gewestraden.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 71 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de gemeenschaps- en de gewestexecutieven.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 99, leden 2 en 3 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 104 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 107 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de Grondwet door invoeging van bepalingen betreffende de instelling van organen belast met de regeling van de conflicten van bevoegdheid (tussen de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en de uitvoeringsbesluiten).

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de Grondwet door invoeging van bepalingen betreffende de instelling van organen belast met de voorkoming van de conflicten van bevoegdheid (tussen de Grondwet, de wetten, de decreten, de ordonnances en de uitvoeringsbesluiten) evenals met de voorkoming en de oplossing van belangenconflicten.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108*bis* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108*ter* de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 110 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 111 de la Constitution, par l'insertion d'un alinéa supplémentaire en vue de soumettre les impôts régionaux au principe de l'annualité.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 113 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 115 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 129 de la Constitution.

Troisième série

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 100 de la Constitution en vue d'ajouter une nouvelle phrase permettant de régler l'éméritat et la rémunération y afférente.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 116 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 140 de la Constitution.

Quatrième série

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 122 de la Constitution en vue de l'abroger.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 133 de la Constitution en vue de l'abroger.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 137 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre VIII de la Constitution en vue de le compléter par l'insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions et de supprimer également les citations se référant aux pouvoirs politiques des provinces.

Cinquième série

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 5 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 86 de la Constitution.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108*bis* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108*ter* van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 110 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 111 van de Grondwet om een nieuw lid in te voegen ten einde het beginsel van de eenjarigheid toepasselijk te verklaren op de gewestelijke belastingen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 113 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 115 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 129 van de Grondwet.

Derde reeks

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 100 van de Grondwet om een nieuwe volzin toe te voegen ten einde het emeritaat en de eraan verbonden bezoldiging te kunnen regelen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 140 van de Grondwet.

Vierde reeks

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 122 van de Grondwet om het op te heffen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 133 van de Grondwet om het op te heffen.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 137 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel VIII van de Grondwet om deze aan te vullen door invoeging van een slotbepaling die aan de grondwetgevende Kamers toestaat de nummering van de artikelen van de Grondwet evenals de onderverdeling in titels, hoofdstukken en afdelingen aan te passen, de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen en de verwijzingen naar de politieke bevoegdheden van de provincies te schrappen.

Vijfde reeks

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 5 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 86 van de Grondwet.

II. — Propositions

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 60 de la Constitution.

— Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 61 de la Constitution.

II. — Voorstellen

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 60 van de Grondwet.

— De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 61 van de Grondwet.

(Traduction)

ANNEXE

**Résolution du 2 novembre 1978
du Conseil de la Communauté culturelle allemande
portant sur les articles constitutionnels à réviser**

Considérant qu'un projet de déclaration de révision de la Constitution a été introduit au Parlement (Doc. du Sénat n° 476/1, 1978-1979);

Considérant que le Conseil de la communauté culturelle allemande a adopté, le 21 novembre 1977, une résolution portant sur l'élargissement des pouvoirs du Conseil de la communauté culturelle allemande dans le cadre de la réorganisation de l'Etat, que le Conseil de la communauté culturelle allemande a adopté, le 30 mai 1978, une résolution relative à la déclaration gouvernementale du 28 février 1978 et que, dans les deux résolutions précitées, il revendiquait notamment, dans le sens de la protection des minorités, une représentation garantie de la région de langue allemande au sein de tous les organes qui prennent des décisions pour lesquelles le Conseil lui-même n'est pas compétent;

Considérant que les membres du Conseil de la communauté culturelle allemande représentent, en raison du suffrage direct, l'ensemble de la population de la région de langue allemande,

Le Conseil de la communauté culturelle allemande adopte la résolution suivante :

Article 1^{er}. — Le Conseil de la communauté culturelle allemande se félicite de ce que les articles 59^{ter} et 140 de la Constitution figurent sur la liste des articles constitutionnels à réviser.

Article 2. — Le Conseil de la communauté culturelle allemande revendique que l'article 49 soit également repris dans la liste des articles constitutionnels à modifier, afin qu'une représentation garantie de la région de langue allemande soit assurée dans le cadre d'un arrondissement électoral propre.

(Vertaling)

BIJLAGE

**Resolutie van 2 november 1978
van de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap
betreffende de aan herziening te onderwerpen artikelen
van de Grondwet**

Overwegende dat een ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet in het Parlement werd ingediend (Stuk van de Senaat n° 476/1, 1978-1979);

Gelet op de resolutie van de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap van 21 november 1977 betreffende de uitbreiding van de bevoegdheden van de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap in het kader van de herstructurering van de Staat en gelet op de resolutie van de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap van 30 mei 1978 betreffende de regeringsverklaring van 28 februari 1978, waarin o.m., ter bescherming der minderheden, de eis gesteld is van een gegarandeerde vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in alle organen, die beslissingen nemen, waarvoor die Raad zelf niet bevoegd is;

Overwegende dat de leden van de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap wegens hun rechtstreekse verkiezing de gehele bevolking van het Duitse taalgebied vertegenwoordigen.

Heeft de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap volgende resolutie goedgekeurd :

Artikel 1 — De Raad van de Duitse cultuurgemeenschap begroet het feit dat de artikelen 59^{ter} en 140 van de Grondwet in de lijst van de Grondwetsartikelen zijn vermeld, die te herzien zijn.

Artikel 2 — De Raad van de Duitse cultuurgemeenschap eist dat artikel 49 ook in de lijst van de Grondwetsartikelen, die te herzien zijn, opgenomen wordt, opdat een gegarandeerde vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in het kader van een eigen kiesarrondissement gewaarborgd wordt.